**-------------------------------------------------------------------------------------------------**

1. **Qui sommes nous**
2. **Coopératives**
3. **Notre travail**
4. **Presse**
5. **Tourisme, sport et Culture**
6. **Evènements**

**------------------------------------------------------------------------------------------------**

1. **Qui sommes nous** 
   1. **Alliance Coopératives Cameroun**
   2. **Notre structure** 
      1. **Organigramme**
      2. **Organisations sectorielles, bureaux régionaux et communaux**
      3. **Chambre de conciliation et d’arbitrage**
      4. **Comités**
      5. **Assemblée générale, régionale et communale des coopératives**
   3. **Nos membres**
   4. **Notre réseau coopératif de moyen SCAAD Scoops et le PNDAC**

**1.4.1- SCAAD Scoops**

**1.4.2- PNDAC**

* 1. **Notre équipe**

------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **Coopératives** 
   1. **Notre histoire**
   2. **Questions-Réponses sur l’Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives**
   3. **Identité coopérative**
   4. **Domaine .Coop et marque coopérative**

-----------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **Notre travail**
   1. **Objet**
   2. **Missions**

------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **Presse**
   1. **Actualités**
   2. **Communiqués de Presse**

--------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **Afrique en miniature et ses ressources**
   1. **Tourisme, sport et Culture**
   2. **Nos richesses**

---------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **Evènements**
   1. **Evènements d’Alliance Coopérative Internationale**
   2. **Evènements d’Alliance Afrique**
   3. **Nos évènements et activités Nationales et dans les communes et Régions**

--------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **Qui sommes nous**

* 1. **Alliance Coopératives Cameroun**



Alliance Coopératives Cameroun est une Association nationale sans but lucratif qui créée le 17 Mars 2017 à Ngoa-ekelle - Yaoundé pour Servir, Unir, Représenter les coopératives Camerounaises sur le plan national et international à travers ses 10 organisations sectorielles suivantes :*Élèves et Étudiants ; Femmes ; Santé ; Finances ; Assurance ; Consommation ; Habitat ; Agriculture ; Pêches ; Industrie et Services.* Elle a été inscrite au répertoire des associations, organisations non gouvernementales et de la société civile du Ministère des relations Extérieures le 02 Octobre 2020 et devient membre de plein droit d’Alliance Coopérative internationale le 21/07/2021.

* 1. **Notre structure**

**1.2.1- Organigramme**

Alliance Coopératives Cameroun est composé d’un comité exécutif, d’une assemblée générale, de 10 bureaux régions avec 360 bureaux dans les communes *(région de l’Adamaoua 21 communes, région du Centre 70 communes, région de l’Est 33 communes, région de l’Extrême-nord 47 communes, région du Littoral 34 communes, région du Nord 21 communes, région du Nord-ouest 34 communes, région de l’Ouest 40 communes, région du Sud 29 communes et région du Sud-ouest 31 communes), 10 organisations sectorielles, 04 autres comités (comité thématique, comité d’audit et de contrôle qualité, comité des élections et comité des présidents communaux) et 01 chambre de conciliation et d’arbitrage (composée de 18 membres dont 15 magistrats de haut rang et 03 représentants du comité exécutif).*

**LES DIRIGEANTS DU COMITE EXECUTIF**

**PRESIDENT NATIONAL**

**Jean Christian NYEMB**

***M. NYEMB*** *est un leader coopératif, consultant en économie sociale et fondateur d’Alliance Coopératives Cameroun, il est également président du comité de gestion et fondateur du réseau coopératif de moyens SCAAD Scoops (Sociétés Coopératives Associées pour l’Agroéconomie et le Développement durable) qui est le premier consortium des entreprises coopératives Africaines de l’espace OHADA avec des succursales prévues dans les toutes les régions ou provinces des 17 pays membres de l’OHADA. Il est l’auteur du Manuel d’apprentissage à la bonne gouvernance en Afrique d’une Entreprise coopérative villageoise, et initiateur du Programme de promotion national du développement par l’action coopérative auprès des collectivités territoriales décentralisées* ***(PNDAC)*** *dont il est le président du comité de pilotage national. Il est promoteur de plusieurs coopératives.*

Le Président National engage l'organisation au niveau national et international, et ordonnateur principal des opérations bancaires et financières de l'organisation. Il oriente la politique générale de l'organisation et veille au bon déroulement des activités de celle-ci. Convoque et préside les assemblées générales, les réunions des comités des Présidents communaux, les réunions des Présidents régionaux et convoque les réunions des Présidents sectoriels. Il veille au respect des engagements de l'organisation avec les partenaires au développement, l’instance faîtière mondiale et son bureau régional, les organisations sectorielles mondiales d'ACI et le Gouvernement. Est le candidat naturel des coopératives Camerounaises aux instances dirigeantes d'ACI, d'ACI-Afrique et dans toute autre organisation Internationale, régionale ou sous régionale de promotion de l’économie sociale en cas de nécessité absolue pour le rayonnement international de la diplomatie Camerounaise de l’économie sociale et solidaire. Un directeur de cabinet est chargé de coordonner les activités de son secrétariat particulier. Il peut confier à ses conseillers spéciaux et ses chargés de missions certains dossiers et missions. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 18i.

**VICE-PRESIDENT NATIONAL**



**DONFACK MEKONTCHOU Roche**

**M. DONFACK MEKONCHOU** est un leader coopératif et membre fondateur d’Alliance Coopératives Cameroun et président du comité de gestion de la société coopérative pour l’éducation en Afrique (SCOOPS EDUC).

Assiste le Président National dans l'exercice de ses fonctions et le supplée en cas d'empêchement. Est chargé des évènements, du suivi-évaluation des activités et des conventions ou contrats de partenariats initiés et signés par les organisations sectorielles nationales. Il préside les réunions trimestrielles des présidents des organisations sectorielles nationales. Est chargé du recrutement des experts et consultants *(personnes physiques ou personnes morales)* après avis conforme de la hiérarchie pour des tâches précises à réaliser au niveau national, régional et communal. Soumet au président national des projets de partenariats et examine les propositions de partenariats. Est le gestionnaire des biens immobiliers et mobiliers de l'organisation et de ses 10 organisations sectorielles nationales en cas d'empêchement du président national. Il est cosignataire suppléant des opérations bancaires dans tous les comptes ouverts au nom de l'organisation. Il réalise toute autre tâche qui lui est confié par le Président National. Un directeur de cabinet est chargé de coordonner les activités de son secrétariat particulier. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 16i.

**SECRETAIRE GENERAL**



**Siméon NDOUM BIYAGA**

***M. NDOUM BIYAGA*** *est un jeune leader coopératif, juriste de formation et membre fondateur d’Alliance Coopératives Cameroun et vice-président du comité de pilotage national du programme de promotion national du développement par l’action coopérative auprès des collectivités territoriales décentralisées (PNDAC). Il est juriste de formation.*

Le Secrétaire Général Coordonne la gestion administrative, financière et comptable de l'organisation. Coordonne l’élaboration de la stratégie nationale, plan d’action, du plan de communication, du plan financier de l'organisation. Cosignataire des opérations de retrait de fonds dans tous les comptes ouverts au nom de l'organisation. Assure le secrétariat des assemblées générales, des réunions : du comité exécutif, des présidents sectoriels, des présidents régionaux, et du comité des présidents communaux. Reçois et examine les rapports d'activités trimestrielles, semestrielles et annuelles de tous les présidents nationaux des organisations sectorielles. Rédige le rapport trimestriel, semestriel et annuel d'activité. Un secrétaire particulier est chargé de coordonner les activités de son secrétariat particulier. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 14i.

**SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE N°1**

**CHARGÉE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**



**TEKE Clauris ATCHE**

***Mme TEKE*** *est jeune leader coopératif journaliste de formation et présidente nationale de l’Alliance Camerounaise des Coopératives d’habitat (Coop-Cameroon Habitat) une organisation sectorielle de Coop-Cameroon. Elle est journaliste de formation.*

Assiste le secrétaire général dans l’exercice de ses fonctions et le supplée en cas d’empêchement, est chargé de la coopération internationale et du suivi de la mise en œuvre des engagements envers la communauté en conformité avec le 6e et le 7e principe coopératif universel. Assure le secrétariat de toutes les rencontres internationales auxquelles le président national assiste ou participe. Un secrétaire particulier est chargé de coordonner les activités de son secrétariat particulier. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 12i.

**SÉCRETAIRE GÉNERALE ADJOINTE N°2 CHARGÉE DES DIRECTIONS**

****

**Crescence NGO NLEND**

***Mme NGO NLEND*** *est jeune leader coopératif traductrice de formation (Anglais, Français et Espagnol) et présidente nationale de l’Alliance Camerounaise des coopératives féminines (Coop-Cameroon Women) une organisation sectorielle de Coop-Cameroon. Elle est une communicatrice de formation.*

Assiste le secrétaire général dans l’exercice de ses fonctions et le supplée en cas d’empêchement du 1er secrétaire général adjoint. Il est chargé du suivi des activités des bureaux centraux et régionaux et reçoit les rapports d’activités des présidents régionaux pour transmission au Secrétaire Général. Un secrétaire particulier est chargé de coordonner les activités de son secrétariat particulier. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 12i.

* + 1. **Organisations sectorielles, bureaux régionaux et communaux**

**Alliance Camerounaise des Coopératives Scolaires**

**(COOP-CAMEROON STUDENTS)**

**Présidente Nationale**

****

**AMOUGOU ABOMO Carole Ines**

***Madame******AMOUGOU ABOMO*** *est une jeune leader coopératif, étudiante en Master en histoire économique à l’université de Yaoundé 1.*

**COOP-CAMEROON STUDENTS** a pour objectif deServir pour l’éducation, la formation, l'insertion économique, la protection et la sécurité sociale des jeunes suivant les prescriptions et orientations d’Alliance Coopératives Cameroun en synergie avec les partenaires au développement notamment : UNICEF, UNESCO, l'organisation internationale des jeunes leaders coopératifs et le gouvernement à travers les Ministères en charge de l’éducation, de la formation professionnelle, de la jeunesse et du travail.

**Missions :**

* Proposer les méthodes les plus appropriées pour l’éducation coopérative des enfants ;
* Œuvrer pour la formation morale, civique et intellectuelle des enfants en âge scolaire et des jeunes;
* Lutter contre l'analphabétisme des enfants ;
* Défendre les droits des enfants ;
* Aider à répondre aux besoins essentiels des enfants et favoriser leur plein épanouissement ;
* Promouvoir la coopération dans le domaine de l’éducation, la science et la culture ;
* Renforcer le rôle des jeunes en tant que agent de la transformation pour le développement durable ;
* Générer les synergies entre les acteurs engagés dans le développement de la jeunesse ;
* Bénéficier des avantages comparatifs et éviter la duplication des efforts dans le cadre des principes directeurs de la coopération ;
* Promouvoir la complémentarité entre les actions mises en œuvre chez les jeunes coopérateurs, renforcer et étendre leurs impacts ;
* Œuvrer pour la prévoyance et la sécurité sociale des jeunes travailleurs coopératifs ;
* Elaborer, analyser et tenir les statistiques coopératives scolaires dans chaque commune ;
* Produire des manuels scolaires et académiques pour l’éducation et la formation des jeunes coopérateurs ;
* Assurer une liaison Permanente avec les départements ministériels en charge de l’éducation et de la formation professionnelle pour le développement de nouvelles filières professionnelles ;
* Proposer au département ministériel en charge de l'enseignement supérieur les voies et moyens visant à l'adaptation en permanence de certaines filières aux réalités économiques et sociales nationales ;
* Faire la promotion économique et sociale des jeunes à travers les coopératives ;
* Œuvrer pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes formés dans les communes ;
* Être un vecteur directeur de l’éducation citoyenne et morale des jeunes ;
* Défendre et promouvoir l'emploi jeunes dans les coopératives ;
* Organiser les activités de formation professionnelle rapide et d'apprentissage des jeunes des communes rurales en priorité ;
* Organiser les activités de recyclage des jeunes travailleurs coopératifs ;
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles ;

**Alliance Camerounaise des Coopératives Financières**

**(COOP-CAMEROON FINANCES)**

**Présidente Nationale**

** **

**Florence ASSEN A NGAM**

**Madame ASSEN A NGAM** est une coopératrice juriste de formation, consultante commercial Marketing et distribution. Vice-présidente du comité de gestion du réseau coopératif de moyens SCAAD Scoops et coordonnatrice Nationale du Programme de Promotion Nationale du Développement par l’Action Coopérative auprès des collectivités territoriales décentralisées (PNDAC).

**COOP-CAMEROON FINANCES** a pour objectif de servir pour la promotion et le développement des institutions financières coopératives et des banques coopératives. Les représente et défend leurs intérêts suivant les prescriptions et les orientations d’Alliance Coopératives Cameroun en synergie avec l’Association internationale des banques coopératives (ICBA), les institutions financières internationales, les partenaires au développement, et en étroite collaboration avec la commission bancaire d’Afrique centrale (COBAC) et le Ministère en charge du secteur financier.

**Missions :**

* Œuvrer pour la promotion de l’épargne coopérative et de son emploi pour le développement économique des communes ;
* Assurer le suivi des activités des établissements des crédits coopératifs (Banques) et de micro finance coopérative (COOPEC et leurs réseaux);
* Protéger l’épargne détenue par les coopératives d’assurance;
* Représenter et défendre les intérêts des établissements de crédit coopératif (banques) et de microfinance coopérative (COOPEC et leurs réseaux) ;
* Participer à l’élaboration de la politique nationale de la microfinance coopérative (COOPEC et leurs réseaux) et assurer sa mise en œuvre ;
* Servir à la promotion du partenariat entre les pouvoirs publics, les banques coopératives et les établissements de microfinance coopérative (COOPEC et leurs réseaux) ;
* Promouvoir la coopération entre les organisations non gouvernementales, les bailleurs de fonds, les organismes de développement et les établissements de microfinance coopérative (COOPEC et leurs réseaux) ;
* Lancer et encourager un débat national et une résolution constructive des problèmes cruciaux auxquels sont confrontées les institutions financières coopératives ;
* Diffuser les meilleures pratiques parmi les membres et encourager leur coopération ;
* Organiser, collecter, traiter et rendre les informations sur les activités des établissements de microfinance coopérative (COOPEC et leurs réseaux) et des banques coopératives de manière à permettre un accès rapide, efficace et actif à ces données pour les membres de l’organisation et les autres organisations autorisées, en particulier COOP-CAMEROON et d'autres organisations coopératives ;
* Œuvrer pour la mise en place des plateformes de discussion sur les questions et problèmes relatifs aux établissements de microfinance coopérative (COOPEC et leurs réseaux) et banques coopérative ;
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles ;

**Alliance Camerounaise des Coopératives industrielles, Artisanales**

**et de services (COOP-CAMEROON INDUSTRY)**

**Présidente Nationale**

** **

***Emilie Romarique NGO NSOG***

***Madame NGO NSOG*** *est une jeune leader coopératif ingénieure en informatique, diplômée de l’institut Africaine d’Informatique (IAI).*

**COOP-CAMEROON INDUSTRY a pour Objectif :** Servir, promouvoir et unir les coopératives :minières, industrielles, sportives, culturelles, sociales, numériques, de transport, de tourisme, de services, de travail associé, et artisanales suivant les prescriptions et orientations d'Alliance coopératives Cameroun, en synergie avec l’Organisation internationale des coopératives de production industrielle, artisanale et de services, sous l’accompagnement du département ministériel en charge de l’industrie, et des autres départements ministériels techniques compétents.

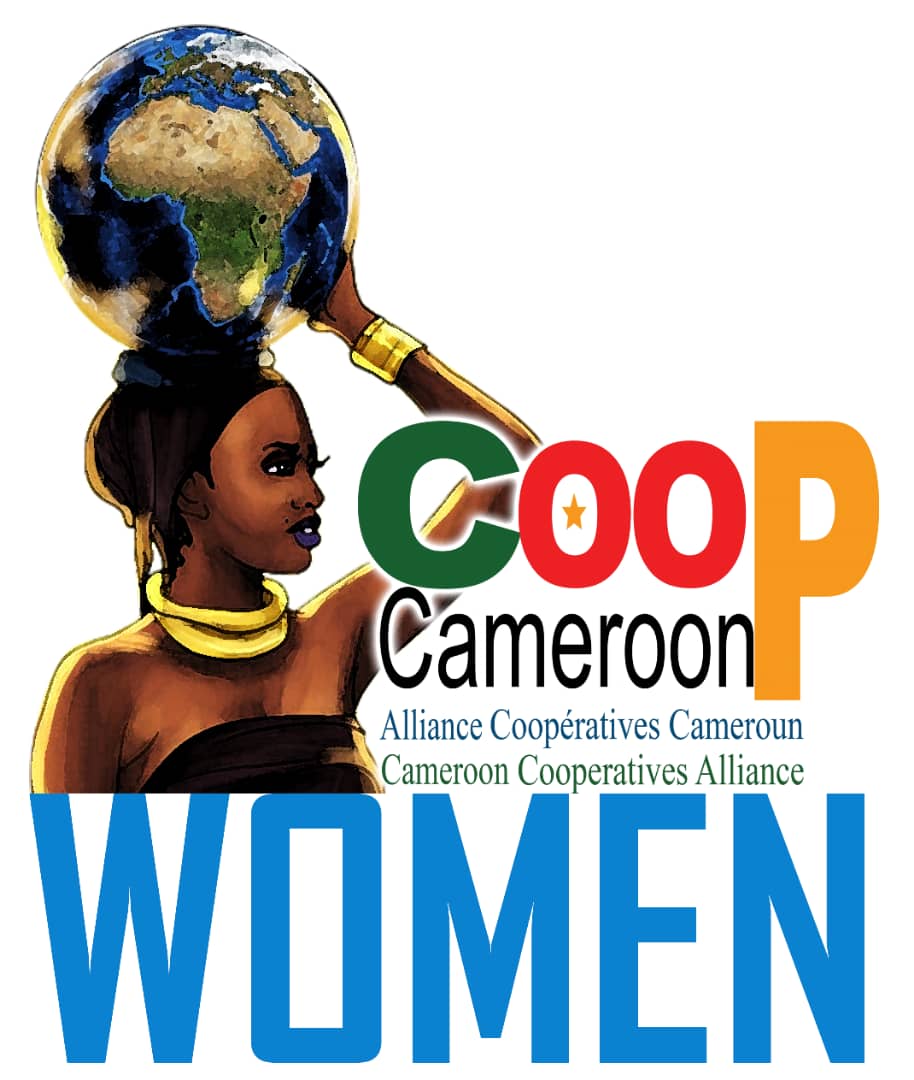
**Missions**

* Promouvoir et défendre le label de qualité pour les produits des coopératives locales ;
* Suivi des normes et de la qualité des produits coopératifs en liaison avec les administrations concernées ;
* œuvrer en synergie avec les autres organisations sectorielles pour soutenir la transformation locale des produits coopératifs agricoles, forestiers et miniers ;
* promouvoir l'industrie coopérative locale par la mise en place des coopératives agroindustrielles ;
* promouvoir les coopératives minières, pétrolières et gazières pour la valorisation de ces ressources naturelles ;
* promouvoir et développer les coopératives d'écotourisme et d'agrotourisme ;
* Valoriser les talents sportifs et culturelles par le biais des coopératives sportives et culturelles ;
* promouvoir les coopératives de solidarité envers les couches sociales vulnérables, les réfugiés, les victimes de guerre, les orphelins, les femmes enceintes et les enfants ;
* développer l'économie numérique par la promotion des coopératives digitales ;
* Améliorer le transport rural et inter rural, urbain et interurbain, et faciliter la distribution des produits coopératifs en développant les coopératives de transport;
* Faciliter le regroupement des travailleurs par secteur d'activité professionnelle et par filière de production dans les coopératives communales de travailleurs pour les mettre à la disposition des coopératives et des tiers qui sollicitent des travailleurs coopératifs ;
* Défendre les intérêts et le succès des coopératives industrielles, artisanales, numériques, de tourisme, de transports, de services, de travail associé, sociales, et diffuser les meilleures pratiques et le savoir-faire à leur sujet, renforcer leur développement et la formation en leur sein, et surveiller leur performance et leur progrès au fil du temps.
* Mener à bonne fin les tâches et activités qui découlent de Objet et les activités de COOP-CAMEROON ;
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles.

**Alliance Camerounaise des coopératives Féminines**

**(COOP-CAMEROON WOMEN)**

**Présidente Nationale**

****

**Crescence NGO NLEND**

**COOP-CAMEROON WOMEN** a pour objectif deServir pour la promotion économique de la femme notamment les coopératives féminines et contribuer à l'égalité de genre suivant les prescriptions et les orientations de COOP-CAMEROON en synergie avec Alliance internationale des femmes, ONU Femmes, le Comité Genre d'Alliance Coopérative internationale et en étroite collaboration avec le Gouvernement et en particulier le Ministère en charge de la Promotion de la Femme.

**Missions :**

* La promotion de l’éducation financière et l’amélioration de l’accès des femmes aux services financiers et sociaux par :*la mise en place d’une Coopérative avec conseil d’administration d’épargne et de crédit (COOPEC) pour le développement local et la promotion de l’entreprenariat des femmes et de leurs enfants, dans chaque commune et la création d'un réseau des COOPEC (EMF de 1ere catégorie) dans chaque région du Cameroun**en conformité avec la réglementation de la COBAC en vigueur sur les EMF et l'Acte Uniforme OHADA Relatif aux Droits des Sociétés Coopératives ;*
* La promotion de l'auto-emploi des femmes et des principes et valeurs de l’économie sociale en regroupant les femmes rurales, périurbaines et urbaines en coopératives simplifiées (SCOOPS) ou en coopératives avec conseil d'administration (COOP-CA) par secteur d’activité dans les villages et villes ;
* La création d'un environnement (les zones économiques) encourageant le développement des initiatives économiques et sociales des femmes rurales dans les communes ;
* Promouvoir les droits humains et l'émancipation des femmes dans toutes les sphères de la vie ;
* Veiller à la disparition de toute discrimination à l’égard des femmes ;
* Veiller à l’accroissement des garanties à l’égard des femmes dans les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels ;
* Développer le cadre **« Doing Women Cooperatives Business »** afin d'explorer les pratiques discriminatoires que les femmes sont victimes, et de classer les Coopératives féminines en fonction des critères de bonne gouvernance en s'appuyant sur le rapport « Doing Business » de la Banque Mondiale ;
* Publier chaque année la revue statistique nationale des coopératives féminines et leur contribution dans l’économie nationale ;
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles ;

**Alliance Camerounaise des coopératives d'habitat**

**(COOP-CAMEROON HABITAT)**

**Présidente Nationale**

 ****

**TEKE Clauris ATCHE**

**COOP-CAMEROON HABITAT** a pour objectif de servir pour la promotion du développement humain durable par la promotion des solutions Coopératives et d'entraide Mutuelle au problème du logement abordable suivant les prescriptions et orientations d’Alliance Coopératives Cameroun en synergie avec l’organisation internationale des coopératives de logement (CHI) et le ministère en charge de l'habitat.

**Missions** :

* Mise en œuvre de la politique d'habitat social du gouvernement dans le secteur coopératif ;
* Mise en place d'un plan national d’amélioration de l'habitat social par le secteur coopératif tant en milieu urbain qu'en milieu rural ;
* Veiller à l'application des normes en matière d'habitat social ;
* Collecter, produire et analyser les statistiques dans le domaine de l'habitat social ;
* Encourager l’échange d'information entre les membres et les membres associés ;
* Promouvoir le partage de meilleures pratiques entre les organisations coopératives et Mutuelles de logements ;
* Encourager ses membres à entreprendre et à coopérer les uns avec les autres à la mise en œuvre de programme d'assistance technique aux mouvements coopératifs et Mutuelles de logements ;
* Promouvoir l’éducation et la formation dans le développement et la gestion des coopératives d'habitat et d'autres formes de logements fondées sur les principes d'entraide ;
* Organiser de temps à autre des occasions d’échange de vues entre organisations sectorielles, les autorités gouvernementales, les communes et l'organisation internationale des coopératives d'habitat ;
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles ;
* Entreprendre toute autre activité compatible avec son objet.

**Alliance Camerounaise des Coopératives de Consommation**

**(COOP-CAMEROON CONSUMERS)**

**Président National**

****

**Alexis FEUANO**

***Monsieur FEUANO*** *est un Jeune leader coopératif et Homme d’Affaires dans la distribution des produits agroalimentaires et des biens de première nécessité.*

**COOP-CAMEROON CONSUMERS** a pour objectif de servir pour la promotion et le développement des coopératives de consommateurs. Définit la stratégie sectorielle nationale, coordonne et soutien ses membres au niveau national et international suivant les prescriptions et orientations d'Alliance Coopératives Cameroun en synergie avec l'organisation Mondiale des Coopératives de Consommateurs (CCW) et le Ministère en charge du Commerce.

**Missions**

* *Rassembler, représenter et défendre les intérêts des coopératives de consommation du Cameroun ;*
* *Discuter sur les problèmes cruciaux des coopératives de consommation tel que le développement des affaires, etc.*
* *Collecter et diffuser des informations sur des questions pertinentes pour les coopératives de consommation et donner des conseils dans le cadre de la création de nouvelles coopératives de consommation ;*
* *Représenter, au nom de Coop-Cameroon, les intérêts des coopératives de consommation auprès d'autres organisations nationales et Continentales Africaines  et élaborer la stratégie nationale de promotion des produits coopératifs Camerounais ;*
* *Coordonner et soutenir les activités des membres dans les communes ;*
* *Publier les informations et les résultats des travaux accomplis par l’organisation via les publications de Coop-Cameroon parues dans la presse et d’autres moyens efficaces ;*
* *Rechercher de nouveaux marchés pour les produits des Coopératives Camerounaises ;*
* *Promouvoir et défendre un label de qualité pour les produits des Coopératives Camerounaises destinés au marché local et à l'exportation ;*
* *Promouvoir la compétitivité des produits Coopératifs Camerounais sur les marchés étrangers ;*
* *Organiser les foires commerciales communales, nationales et internationales pour les produits Coopératifs Camerounais ;*
* *Promouvoir et veiller à la saine concurrence entre les produits coopératifs Camerounais ;*
* *Négocier et suivre les accords commerciaux entre les coopératives Camerounaises et Extérieures ;*
* *Approvisionner les marchés intérieurs en produits coopératifs de grande consommation ;*
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles ;

**Alliance Camerounaise des Coopératives de Santé**

**(COOP-CAMEROON SANTÉ)**

**Président National**

****

**DONKOU RAOUL Fadil**

*Le docteur Donkou est un jeune leader coopératif médecin à l’hôpital de district de Mokolo dans la Région de l’Extrême Nord et titulaire d’un doctorat en médecine à la faculté de médecine de l’Université de Yaoundé 1.*

**COOP-CAMEROON SANTÉ** a pour objectif deServir pour la promotion et le développement des coopératives et mutuelles de santé suivant les prescriptions et orientations d’Alliance Coopératives Cameroun, en synergie avec l’Organisation Internationale des Coopératives de Santé (IHCO), sous l’accompagnement du département ministériel en charge du secteur de la Santé.

**Missions :**

* Œuvrer à l’extension de la couverture sanitaire coopérative dans les communes ;
* Assurer la bonne gouvernance et le développement des formations sanitaires coopératives ;
* Développer des actions de prévention et de lutte contre les épidémies et les pandémies ;
* Fournir des soins de santé communautaire de haute qualité et rentable fondé sur la liberté de choix, l’intégration des services et des conditions de travail éthique ;
* Former des médecins, pharmaciens et personnels paramédicaux des coopératives, ainsi que leur recyclage permanent ;
* Fournir des informations sur la nature et le rôle des coopératives et mutuelles de santé aux agences et organes internationaux représentés au Cameroun en particulier aux organismes des Nations-Unies, au gouvernement, aux médias et à l’opinion publique ;
* Collecter et produire les statistiques des coopératives, mutuelles et GIC ;
* Célébrer les journées internationales des Nations-Unies ;
* Travailler en synergie avec les ordres professionnels de médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, medico-sanitaire, ….etc.
* Contribuer à la formation des médecins, pharmaciens et personnels para médicaux des coopératives, mutuelles et GIC de santé ainsi qu’à leurs recyclages permanent ;
* Œuvrer pour le regroupement des coopératives volontaires, mutuelles et groupe d’Initiative Commune (GIC) de santé des consommateurs (utilisateurs et des producteurs (fournisseurs) ;
* Organiser des rencontres pour discuter et échanger sur des questions présentant un intérêt pour ses organisations membres ;
* Mettre en œuvre les directives d’Alliance Coopératives Cameroun et participer à toutes les activités qu’elle organise ;
* Collaborer avec les autres organisations sectorielles d’Alliance coopératives Cameroun.

**Alliance Camerounaise des Coopératives d'Assurance**

**(COOP-CAMEROON INSURANCE)**

**Président national**

****

**Jean MBONG MOKOUBE**

***Monsieur MBONG MOKOUBE*** *est un coopérateur, professionnel et haut cadre d’assurance spécialiste en management des risques et consultant en audit et conseil en assurance, marketing opérationnel et développement stratégique. Diplômé de l’institut international d’Assurance de Yaoundé (IIA), il est également juriste de formation et spécialiste en droit coopératif. Il est le secrétaire général du réseau coopératif de moyen SCAAD Scoops et responsable administratif et financier du programme de promotion nationale du développement par l’action coopérative auprès des collectivités territoriales décentralisées (PNDAC).*

**COOP-CAMEROON INSURANCE** a pour objectif de servir pour la promotion et le développement des coopératives et Mutuelles d'assurance. Concourir à l'entraide Mutuelle entre ses membres au niveau national et international suivant les prescriptions et orientations d'Alliance Coopératives Cameroun en Synergie avec la Fédération internationale des coopératives et Mutuelles d'assurance et le gouvernement.

**Missions :**

* Créer un réseau national et unique d'assureurs coopératifs et mutualistes afin d'augmenter leur capacité de compétitivité et de représenter les intérêts du secteur auprès des principales parties prenantes ;
* Collaborer avec toutes les autres organisations sectorielles.

**Alliance Camerounaise des Coopératives Agricoles**

**(COOP-CAMEROON AGRICOLE)**

**Président National**

****

**Pascal NTSAMA**

***Monsieur NTSAMA*** *est un leader coopératif spécialisé dans la production des fèves de cacao de variété améliorée. Il préside le conseil d’administration de la société coopérative avec conseil d’administration des agriculteurs pour le développement du Cameroun (SOCAD COOP-CA) depuis 2013.*

**COOP-CAMEROON AGRICOLE** a pour objectif d’accompagner et soutenir le développement des coopératives et Mutuelles (GIC) Agro-Sylvio-Pastoraux et de l'environnement, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux suivant les prescriptions et orientations d’Alliance Coopératives Cameroun, en synergie avec l’Organisation Internationale des Coopératives Agricoles en collaboration avec les départements ministériels en charge des secteurs de l’agriculture, de l’élevage, de l'environnement, des forêts et faune.

**Missions**

* *Assurer la bonne gouvernance et le développement des coopératives et GIC Agro-Sylvio-Pastoraux et de l'environnement dans les communes ;*
* *Collecter, produire et analyser les statistiques des coopératives et GIC Agro-Sylvio-Pastoraux et de l’Environnement, leurs unions, fédérations ; confédérations, réseaux et association ;*
* *Former les coopérateurs et les travailleurs des coopératives et GIC Agro-Syvio-Pastoraux ainsi que leur recyclage permanent ;*
* *Fournir des informations sur la nature et le rôle des coopératives et GIC Agro-Sylvio-Pastoraux et de l’environnement aux agences et organes internationaux représentés au Cameroun en particulier aux organismes des Nations-Unies, au gouvernement, aux médias et à l’opinion publique ;*
* *Célébrer les journées internationales des Nations-Unies dans les secteurs de l’environnement, les forêts, la faune et de l'agriculture ;*
* *Œuvrer pour le regroupement des coopératives et GIC Agro-Sylvio-Pastoraux et de l'environnement par filière de production animale, production végétale, produits forestiers ligneux, produits forestiers non ligneux et produits fauniques ;*
* *Contribuer à l’amélioration du cadre de vie en milieu rural ;*
* *Promouvoir le développement communautaire ;*
* *Contribuer à l’amélioration quantitative et qualitative de la production et des rendements dans le secteur de l’élevage ;*
* *Rechercher les investissements dans les domaines de l'environnement, de l’agriculture, de l’élevage, des forêts et de la faune ;*
* *Mettre en place des écoles et des centres de formation des travailleurs et futurs leaders coopératifs en médecine vétérinaire et dans les métiers concernés ;*
* *Promouvoir la transformation locale des produits forestiers et fauniques ;*
* *Contribuer à la recherche pour le développement de l’agriculture, de l’élevage et la protection de l’environnement ;*
* *Organiser des rencontres pour discuter et échanger sur des questions présentant un intérêt pour ses organisations membres ;*
* *Mettre en œuvre les directives d’Alliance Coopératives Cameroun et participer à toutes les activités qu’elle organise ;*
* *Collaborer avec les autres organisations sectorielles.*

**Alliance Camerounaise des Coopératives de Pêches**

**(COOP-CAMEROON PÊCHES)**

**Président National**

** **

**AHMADOU ABOUBAKAR**

***Monsieur Ahmadou Aboubakar*** *est un jeune leader coopératif qui est aussi Président Directeur Général de la société de courtage en assurance SALAM ASSURANCE et Directeur Général de l’entreprise MAÏMOUNA INTERNATIONAL*

**COOP-CAMEROON PÊCHES** a pour objectif deservir et Contribuer à l’amélioration du niveau de vie des pêcheurs et au développement des coopératives de pêches en menant les recherches et des études sur divers problèmes concernant la pêche coopérative, et promeut une meilleure compréhension mutuelle et une meilleure coopération économique entre les coopératives de pêches. Elle agit suivant les prescriptions et orientations d’Alliance Coopératives Cameroun et travaille en synergie avec l'organisation internationale des coopératives de pêches et le ministère en charge des pêches.

**Missions**

* Organiser les séminaires et les conférences sur les sujets spécifiques pour la promotion de l’intérêt Mutuelle des organisations membres ;
* Promouvoir le mouvement des coopératives de pêches dans les communes par des activités telles que les conseils et une assistance pour la création de coopératives de pêches ainsi que la formation de leurs futurs dirigeants ;
* Etudier : les problèmes concernant les coopératives de pêches ainsi que la formation de leurs futurs dirigeants ; les problèmes concernant les coopératives de pêches dans chaque commune et assurer la publicité de chaque étude ;
* Promouvoir l’échange d'information et de ressources humaines et renforcer les relations économiques entre les coopératives de pêches dans les communes afin d'encourager la coopération entre les organisations coopératives ;
* Rassembler et fournir des informations sur la pêche et les coopératives de pêches  et effectuer d'autres activités qui pourraient accompagner celles des missions précédentes ;
* Réaliser les programmes du gouvernement dans les domaines de la pêche Communautaire ;
* Veiller au respect de la réglementation et assurer le suivi des normes ainsi que de leur application dans la pêche Communautaire ;
* Promouvoir des investissements dans le domaine de la pêche Communautaire ;
* Contribuer à l'amélioration du contrôle sanitaire en matière de pêche communautaire maritime, fluviale et piscicole  et œuvrer pour la salubrité des denrées d'origine halieutique et piscicole ;
* Assurer l'encadrement technique dans le domaine de la pêche Communautaire ;
* Veiller à l'application des mesures visant à la conservation au développement et à l'exploitation des produits de la pêche Communautaire ;
* Collecter produire et analyser les statistiques dans les domaines de la pêche Communautaire et des industries halieutiques ;
* Assurer la formation des ressources humaines dans le domaine de la pêche Communautaire.

**Les 10 Présidents des organisations sectorielles**

Président les assemblées générales de leurs organisations sectorielles. Mettent en application les prescriptions du comité des présidents sectoriels régionaux. Assurent le développement de leurs activités sectorielles sur toute l’étendue du territoire nationale. Veille au bon regroupement des coopératives et Mutuelles, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux de leurs secteurs d’activités dans les communes et régions. Ils initient et signent les conventions ou contrats de partenariats en liaison directe avec leurs activités après avis conforme de la hiérarchie. Ils sont appuyés par les conseillers techniques et ont l’obligation de participer aux réunions du comité exécutif dont ils sont membres de plein droit. Sont les candidats naturels de leurs sectorielles aux instances dirigeantes internationales de leurs faitières sectorielles mondiales et régionales. Ont l’obligation de déposer leurs rapports d’activité trimestrielle, semestrielle et annuelle auprès du secrétaire général avant la convocation et la tenue de l'assemblée sectorielle. Les secrétaires particuliers sont chargés de coordonner les activités de leurs secrétariats particuliers. Ils jouissent des avantages de toute nature liés à leurs fonctions. La base de calcul des indemnités de sessions de chaque Président sectoriel national est 10i.

**Bureau régional et communal**

Un bureau national dont le siège des institutions républicaines à Yaoundé et des bureaux régionaux et communaux dans chefs-lieux des 10 régions et 360 communes vont permettre à Alliance Coopératives Cameroun d’exercer ses actions sur toute l’étendue du territoire national.

**Bureau Régional**

**Il dispose des pouvoirs suivants :**

* Représenter et agir au nom de Coop-Cameroon dans la région ;
* Veiller au bon déroulement des activités de l’organisation dans la région ;
* Rendre compte de ses activités au bureau national ;
* Mettre en application les orientations et les prescriptions du bureau national.

**Le Président Régional**

Convoque et Préside les assemblées régionales de toutes les coopératives et Mutuelles, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux dont le siège social est dans la région. Est le représentant légal de Coop-Cameroon dans la région et ordonnateur principal du retrait des fonds dans tous les comptes bancaires ouverts au nom du bureau régional. Veille au bon déroulement des activités de toutes les organisations sectorielles dans la région. Jouit des avantages de toutes natures liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 8i.

**Le Vice-Président Régional**

Assiste le président régional dans l’exercice de ses fonctions et le supplée en cas d’empêchement. Est cosignataire suppléant du retrait des fonds sur tous les comptes bancaires ouverts au nom du bureau régional. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 6i.

**Le Directeur Régional**

Placé directement sous la tutelle administrative du secrétariat général, il est chargé de :

* Assurer le secrétariat des assemblées régionales ;
* La gestion des affaires courantes dans les régions ;
* L’évaluation de la mise en œuvre des programmes et projets des coopératives et autres unités de l’économie sociale dans les communes ;
* Proposer la nomination des coordonnateurs communaux et organisent les séminaires et ateliers de formation de ces coordonnateurs communaux ;
* Rendre compte au Président Régional et au secrétaire général adjoint N°2 ;
* Cosignent avec le président régional les opérations de retrait des fonds bancaires alloués par le comité exécutif pour le fonctionnement.
* Représenter l'organisation auprès des autorités publiques et des partenaires au développement dans les régions ;
* Collecter analyser et transmettre le cas échéant les besoins des membres ;
* Tenir un fichier de membres affiliés ;
* Servir d’interface entre les bureaux communaux et les différentes administrations sectorielles compétentes dans les régions ;
* Promouvoir le développement des régions ;

**Le Comptable**

Il est notamment chargé de :

* Assurer la comptabilité des bureaux régionaux et du contrôle financier des bureaux communaux ;
* Assister le directeur du bureau régional dans l’exercice de ses fonctions et le chef comptable peut suppléer le directeur en cas d’empêchement.

**Le Secrétaire de Direction**

Il est chargé de :

* Assurer la saisie des textes, le suivi et l’archivage des dossiers du bureau régionale ;
* Assure le secrétariat de séance des réunions de coordination auxquelles participent les coordonnateurs communaux.

**NOS 10 BUREAUX REGIONAUX STATUTAIRES**

1. Coop-Cameroon Adamaoua (Ngaoundéré) ;
2. Coop-Cameroon Centre (Yaoundé) ;
3. Coop-Cameroon Est (Bertoua) ;
4. Coop-Cameroon Extrême nord (Maroua) ;
5. Coop-Cameroon Littoral (Douala) ;
6. Coop-Cameroon Nord (Garoua) ;
7. Coop-Cameroon Nord-Ouest (Bamenda) ;
8. Coop-Cameroon Ouest (Bafoussam) ;
9. Coop-Cameroon Sud (Ebolowa) ;
10. Coop-Cameroon Sud-Ouest (Buea).

**Bureau Communal**

Il dispose des pouvoirs suivants :

* Représenter et agir au nom des Coopératives et Mutuelles dans la commune ;
* Veiller au bon déroulement des activités de l’organisation dans la commune ;
* Mettre en application les orientations et les prescriptions du bureau régional.

**Le Président Communal**

Convoque et Préside les assemblées communales des Coopératives qui regroupent tous les Présidents de conseil d'administration et comité de gestion, les présidents des conseils et commissions de surveillance des coopératives, les leaders (gestionnaire et contrôleur interne) des unions, fédérations, confédérations de coopératives, réseaux coopératifs et les leaders des Mutuelles (Association et GIC)ayant leurs siège social dans le ressort territorial de la commune. Est le représentant légal des Coopératives de la commune lors des assemblées générales et des réunions du comité des Présidents communaux. Il est le représentant légal de Coop-Cameroon dans sa commune et ordonnateur principal des retraits de fonds sur tous les comptes bancaires ouverts au nom du bureau communal. Il conduit la délégation des leaders coopératifs de sa commune dans les négociations des affaires lors des rencontres internationales et nationales initiées par : Alliance Coopérative internationale ; Alliance Afrique et Alliance Coopératives Cameroun. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 4i.

**Le Vice-Président Communal**

Assiste le Président Communal dans l'exercice de ses fonctions et le suppléé en cas d’empêchement. Est cosignataire suppléant du retrait des fonds sur les comptes bancaires ouverts au nom du bureau communal. Il jouit des avantages de toute nature liés à sa fonction. La base de calcul de ses indemnités de sessions est 2i.

**Les Présidents des conseils d'administration et de surveillance des Coopératives, les Présidents des comités de gestion et commissions de surveillance des Coopératives ; leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux.**

Ils sont des dirigeants et contrôleurs internes des coopératives et membres de plein droit des assemblées communales et régionales. Ce statut leur donne droit à participer au nom de leurs coopératives aux activités suivantes : conférences, foras, symposiums, séminaires, ateliers, colloques, foires, salons, congrès et sommets organisés par la faîtière nationale, régionale ou mondiale. Par conséquent leurs coopératives peuvent réaliser des échanges commerciaux au niveau National, Continental et international et coopérer avec tous les membres de ces organisations à condition d’être à jour des cotisations exigibles.

En conformité avec l'acte uniforme OHADA Relatif au Droit des Sociétés Coopératives ils assurent l'administration, la gestion et le contrôle interne de la coopérative. Ils jouissent des avantages de toute nature liés à leurs fonctions. La base de calcul des indemnités individuelles de sessions est : « i ».

**Le Coordonnateur Communal**

Placé sous l’autorité administrative du président communal et du directeur du bureau régional à qui il rend compte, il est chargé de :

* Assurer le secrétariat des assemblées communales ;
* Gérer les affaires courantes dans les communes.
* Assurer la mise en œuvre des programmes et projets bénéfiques aux coopératives villageoises et Mutuelles (Associations, GIC) dont le siège social et les activités sont dans la commune.

**Le Secrétaire-Comptable**

**Est chargé de :**

* Assurer la comptabilité du bureau communal et le bilan des membres ;
* Assurer le contrôle permanent des programmes et projets des coopératives ;
* Assurer le suivi et l’archivage des dossiers ;
* Assurer également le secrétariat de séance lors des réunions de coordination communale organisées et présidées par le coordonnateur communal et auxquelles participent les administrateurs, gestionnaires, directeurs et contrôleurs des coopératives.

**NOS 360 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES DANS LES 10 REGIONS**

1. **REGION DE L’ADAMAOUA (21 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département de la VINA (08 bureaux communaux)**

Coop-Cameroon Ngaoundéré 1er ;

Coop-Cameroon Ngaoundéré 2ème ;

Coop-Cameroon Ngaoundéré 3ème ;

Coop-Cameroon Nganha ;

Coop-Cameroon Nyambaka ;

Coop-Cameroon Martap ;

Coop-Cameroon Mbé ;

Coop-Cameroon Belel.

* **Département du MAYO BANYO (03 bureaux communaux)**

Coop-Cameroon Banyo ;

Coop-Cameroon Mayo-Darlé ;

Coop-Cameroon Bankim

* **Département du MBERE (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Meiganga ;
* Coop-Cameoon Djohong ;
* Coop-Cameroon Ngaoui ;
* Coop-Cameroon Dir.
* **Département du FARO ET DEO (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mayo-Baleo ;
* Coop-Cameroon Kontcha ;
* Coop-Cameroon Galim-Tigère ;
* Coop-Cameroon Tignère.
* **Département du DJEREM (02 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Ngaoundal ;
* Coop-Cameroon Tibati.

1. **REGION DU CENTRE (70 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département de la HAUTE SANAGA (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Nanga-Eboko ;
* Coop-Cameroon Nsem ;
* Coop-Cameroon Bibey ;
* Coop-Cameroon Minta ;
* Coop-Cameroon Mbandjock ;
* Coop-Cameroon Lembé-Yezoum ;
* Coop-Cameroon Nkoteng.
* **Département de la LEKIE (09 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Evodoula ;
* Coop-Cameroon Monatélé,
* Coop-Cameroon Obala ;
* Coop-Cameroon Batchenga ;
* Coop-Cameroon Elig-Mfomo ;
* Coop-Cameroon Okola ;
* Coop-Cameroon Lobo ;
* Coop-Cameroon Sa’a ;
* Coop-Cameroon Ebebda.
* **Département du MBAM ET INOUBOU (09 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bafia ;
* Coop-Cameroon Deuk ;
* Coop-Cameroon Bokito ;
* Coop-Cameroon Ndikinimeki ;
* Coop-Cameroon Nitoukou ;
* Coop-Cameroon Makénéné ;
* Coop-Cameroon Ombessa ;
* Coop-Cameroon Kiiki ;
* Coop-Cameroon Kon-Yambetta.
* **Département du NYONG ET MFOUMOU (05 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Akonolinga ;
* Coop-Cameroon Mengang ;
* Coop-Cameroon Endom ;
* Coop-Cameroon Kobdombo ;
* Coop-Cameroon Ayos.
* **Département du NYONG ET SO’O (06 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mbalmayo ;
* Coop-Cameroon Akoemam ;
* Coop-Cameroon Mengueme ;
* Coop-Cameroon Nkol-metet ;
* Coop-Cameroon Dzeng ;
* Coop-Cameroon Ngomedzap.
* **Département du MBAM ET KIM (05 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Ntui ;
* Coop-Cameroon Ngoro ;
* Coop-Cameroon Yoko ;
* Coop-Cameroon Ngambé-Tikar ;
* Coop-Cameroon Mbangassina.
* **Département de la MEFOU ET AFAMBA (08 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Awae ;
* Coop-Cameroon Olanguina ;
* Coop-Cameroon Esse ;
* Coop-Cameroon Afanloum ;
* Coop-Cameroon Edzendouan ;
* Coop-Cameroon Nkolafamba ;
* Coop-Cameroon Mfou Soa.
* **Département de la MEFOU AKONO (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Ngoumou ;
* Coop-Cameroon Akono ;
* Coop-Cameroon Bikok ;
* Coop-Cameroon Mbankomo.
* **Département du MFOUNDI (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Yaoundé 1er ;
* Coop-Cameroon Yaoundé 2ème ;
* Coop-Cameroon Yaoundé 3ème ;
* Coop-Cameroon Yaoundé 4ème ;
* Coop-Cameroon Yaoundé 5ème ;
* Coop-Cameroon Yaoundé 6ème ;
* Coop-Cameroon Yaoundé 7ème.
* **Département du NYONG ET KELLE (10 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Eséka ;
* Coop-Cameroon Dibang ;
* Coop-Cameroon Matomb ;
* Coop-Cameroon Bondjock ;
* Coop-Cameroon Biyouha ;
* Coop-Cameroon Bot-Makak ;
* Coop-Cameroon Makak ;
* Coop-Cameroon Messondo ;
* Coop-Cameroon Ngog-Mapubi ;
* Coop-Cameroon Nguimbassal.

1. **REGION DE L’EST (33 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département du HAUT-NYONG (14 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Abong-Mbang ;
* Coop-Cameroon Doumaintang ;
* Coop-Cameroon Doumé ;
* Coop-Cameroon Atok ;
* Coop-Cameroon Dimako ;
* Coop-Cameroon Lomié ;
* Coop-Cameroon Ngoyla ;
* Coop-Cameroon Messok ;
* Coop-Cameroon Messamena ;
* Coop-Cameroon Mboma ;
* Coop-Cameroon Angossas ;
* Coop-Cameroon Mindourou ;
* Coop-Cameroon Somalomo ;
* Coop-Cameroon Nguélémendouka.
* **Département de la BOUMBA ET NGOKO (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Salapoumbé ;
* Coop-Cameroon Yokadouma ;
* Coop-Cameroon Gari-Gombo ;
* Coop-Cameroon Moloundou.
* **Département de la KADEY (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Batouri ;
* Coop-Cameroon Ouli ;
* Coop-Cameroon Nguélébok ;
* Coop-Cameroon Mbang ;
* Coop-Cameroon Kentzou ;
* Coop-Cameroon Ndélélé ;
* Coop-Cameroon Ketté ;
* **Département du LOM ET DJEREM (08 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bertoua 1er ;
* Coop-Cameroon Bertoua 2ème ;
* Coop-Cameroon Diang ;
* Coop-Cameroon Belabo ;
* Coop-Cameroon Bétaré Oya ;
* Coop-Cameroon Ngoura ;
* Coop-Cameroon Ngaroua Boulaï ;
* Coop-Cameroon Mandjou.

1. **REGION DE L’EXTRÊME NORD (47 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* Département du DIAMARE (09 bureaux communaux)
* Coop-Cameroon Maroua 1er ;
* Coop-Cameroon Maroua 2ème ;
* Coop-Cameroon Maroua 3ème ;
* Coop-Cameroon Dargala ;
* Coop-Cameroon Ndoukoula ;
* Coop-Cameroon Gazawa ;
* Coop-Cameroon Pete ;
* Coop-Cameroon Bogo ;
* Coop-Cameroon Meri ;
* **Département du LOGONE ET CHARI (10 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Kousseri ;
* Coop-Cameroon Zina ;
* Coop-Cameroon Logone Birni ;
* Coop-Cameroon Waza ;
* Coop-Cameroon Hilé-Alifa ;
* Coop-Cameroon Makary ;
* Coop-Cameroon Darak ;
* Coop-Cameroon Goulfey ;
* Coop-Cameroon Blangoua ;
* Coop-Cameroon Fotokol ;
* **Département du MAYO-SAVA (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mora ;
* Coop-Cameroon Tokombéré ;
* Coop-Cameroon Kolofata.
* Département du MAYO-DANAY (11 bureaux communaux)
* Coop-Cameroon Yagoua ;
* Coop-Cameroon Guéré ;
* Coop-Cameroon Maga ;
* Coop-Cameroon Wina ;
* Coop-Cameroon Doukoula ;
* Coop-Cameroon Kai-Kai ;
* Coop-Cameroon Gobo ;
* Coop-Cameroon Gueme ;
* Coop-Cameroon Datcheka ;
* Coop-Cameroon Tchatibali ;
* Coop-Cameroon Kalfou.
* **Département du MAYO-TSANAGA (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mokolo ;
* Coop-Cameroon Roua ;
* Coop-Cameroon Bourha ;
* Coop-Cameroon Koza ;
* Coop-Cameroon Hina ;
* Coop-Cameroon Mogode ;
* Coop-Cameroon Mozogo ;
* **Département du MAYO-KANI (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Kaélé ;
* Coop-Cameroon Guidiguis ;
* Coop-Cameroon Moutourwa ;
* Coop-Cameroon Touloum ;
* Coop-Cameroon Dziguilao ;
* Coop-Cameroon Mindif ;
* Coop-Cameroon Moulvoudaye.

1. **REGION DU LITTORAL (33 BUREAUX COMMUNAUX)**

* **Département du MOUNGO (13 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Nkongsamba 1er ;
* Coop-Cameroon Nkongsamba 2ème ;
* Coop-Cameroon Nkongsamba 3ème ;
* Coop-Cameroon Nlonako ;
* Coop-Cameroon Dibombari ;
* Coop-Cameroon Bonaléa ;
* Coop-Cameroon Loum ;
* Coop-Cameroon Njombé-Penja ;
* Coop-Cameroon Manjo ;
* Coop-Cameroon Mbanga ;
* Coop-Cameroon Mombo ;
* Coop-Cameroon Melong ;
* Coop-Cameroon Bare-Bakem.
* **Département du NKAM (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Yabassi ;
* Coop-Cameroon Nkondjock ;
* Coop-Cameroon Ndobiang ;
* Coop-Cameroon Yingui.
* **Département de la SANAGA MARITIME (11 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Edéa 1er ;
* Coop-Cameroon Edéa 2ème ;
* Coop-Cameroon Dizangué ;
* Coop-Cameroon Mouanko ;
* Coop-Cameroon Ndom ;
* Coop-Cameroon Nyanon ;
* Coop-Cameroon Ngambé ;
* Coop-Cameroon Massock ;
* Coop-Cameroon Pouma ;
* Coop-Cameroon Dibamba ;
* Coop-Cameroon Ngwei
* **Département du Wouri (05 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Douala 1er ;
* Coop-Cameroon Douala 2ème ;
* Coop-Cameroon Douala 3ème ;
* Coop-Cameroon Douala 4ème ;
* Coop-Cameroon Douala 5ème.

1. **REGION DU NORD (21 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département de la BENOUE (12 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Garoua 1er ;
* Coop-Cameroon Garoua 2ème;
* Coop-Cameroon Garoua 3ème ;
* Coop-Cameroon Bascheo ;
* Coop-Cameroon Ngong ;
* Coop-Cameroon Bibémi ;
* Coop-Cameroon Touroua ;
* Coop-Cameroon Pitoa ;
* Coop-Cameroon Dembo ;
* Coop-Cameroon Lagdo ;
* Coop-Cameroon Gashiga ;
* Coop-Cameroon Mayo-Hourna.
* **Département du FARO (02 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Poli ;
* Coop-Cameroon Béka.
* **Département du MAYO-REY (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Madingring ;
* Coop-Cameroon Rey Bouba ;
* Coop-Cameroon Touboro ;
* Coop-Cameroon Tcholliré.
* **Département du MAYO-LOUTI (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Guider ;
* Coop-Cameroon Mayo-Oulo ;
* Coop-Cameroon Figuil.

1. **REGION DU NORD OUEST (34 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département de BUI (06 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Kumbo ;
* Coop-Cameroon Noni ;
* Coop-Cameroon Jakiri ;
* Coop-Cameroon Oku ;
* Coop-Cameroon Mbiame ;
* Coop-Cameroon Nkum.
* **Département de la MEZAM (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bamenda 1er ;
* Coop-Cameroon Bamenda 2ème ;
* Coop-Cameroon Bamenda 3ème ;
* Coop-Cameroon Santa ;
* Coop-Cameroon Tubah ;
* Coop-Cameroon Bali ;
* Coop-Cameroon Bafut.
* **Département de BOYO (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Fundong ;
* Coop-Cameroon Belo ;
* Coop-Cameroon Bum ;
* Coop-Cameroon Njinikom.
* **Département de la MENCHUM (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Wum ;
* Coop-Cameroon Furu-Awa ;
* Coop-Cameroon Fungom ;
* Coop-Cameroon Banakuma.
* **Département de NGO-KETUNJIA (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Ndop ;
* Coop-Cameroon Babessi ;
* Coop-Cameroon BaliKumbat.
* **Département de MOMO (05 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mbengwi ;
* Coop-Cameroon Njikwa ;
* Coop-Cameroon Ngie ;
* Coop-Cameroon Batibo ;
* Coop-Cameroon Widikum.
* **Département de DONGA MANTUNG (05 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Kambe ;
* Coop-Cameroon Ako ;
* Coop-Cameroon Ndu ;
* Coop-Cameroon Nwa ;
* Coop-Cameroon Misaje.

1. **REGION DE L’OUEST (40 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département de BAMBOUTOS (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mbouda ;
* Coop-Cameroon Babadjou ;
* Coop-Cameroon Batcham ;
* Coop-Cameroon Galim.
* **Département du HAUT-NKAM (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bafang ;
* Coop-Cameroon Bakou ;
* Coop-Cameroon Bana ;
* Coop-Cameroon Bandja ;
* Coop-Cameroon Kékem ;
* Coop-Cameroon Banwa ;
* Coop-Cameroon Banka.
* **Département de la MENOUA (06 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Dschang ;
* Coop-Cameroon Santchou ;
* Coop-Cameroon Fokoué ;
* Coop-Cameroon Nkong-Zem ;
* Coop-Cameroon Penka-Michel ;
* Coop-Cameroon Fongo-Tongo.
* **Département de la MIFI (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bafoussam 1er ;
* Coop-Cameroon Bafoussam 2ème ;
* Coop-Cameroon Bafoussam 3ème.
* **Département des HAUTS-PLATEAUX (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bamendjou ;
* Coop-Cameroon Batié ;
* Coop-Cameroon Baham ;
* Coop-Cameroon Bangou.
* **Département du KOUNG-KHI (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Demdeng ;
* Coop-Cameroon Bandjoun ;
* Coop-Cameroon Bayangam.
* **Département du NOUN (09 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Foumban ;
* Coop-Cameroon Malentouen ;
* Coop-Cameroon Koutaba ;
* Coop-Cameroon Magba ;
* Coop-Cameroon Bangourain ;
* Coop-Cameroon Foumbot ;
* Coop-Cameroon Massangam ;
* Coop-Cameroon Kouoptamo ;
* Coop-Cameroon Njimom.
* **Département du NDE (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bangangté ;
* Coop-Cameroon Bassamba ;
* Coop-Cameroon Bazou ;
* Coop-Cameroon Tonga.

1. **REGION DU SUD (29 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département du DJA ET LOBO (08 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Sangmelima ;
* Coop-Cameroon Meyomessala ;
* Coop-Cameroon Bengbis ;
* Coop-Cameroon Djoum ;
* Coop-Cameroon Mintom ;
* Coop-Cameroon Oveng ;
* Coop-Cameroon Zoétélé ;
* Coop-Cameroon Meyomessi.
* **Département de la MVILLA (08 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Ebolowa 1er ;
* Coop-Cameroon Ebolowa 2ème ;
* Coop-Cameroon Mvangan ;
* Coop-Cameroon Biwong Bane ;
* Coop-Cameroon Ngoulemakong ;
* Coop-Cameroon Mengong ;
* Coop-Cameroon Efoulan ;
* Coop-Cameroon Biwong-Bulu.
* **Département de la VALLE DU NTEM (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Ambam ;
* Coop-Cameroon Ma’an ;
* Coop-Cameroon Olamze ;
* Coop-Cameroon Kye-Ossi.
* **Département de l’OCEAN (09 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Kribi 1er ;
* Coop-Cameroon Kribi 2ème ;
* Coop-Cameroon Akom II ;
* Coop-Cameroon Niété ;
* Coop-Cameroon Campo ;
* Coop-Cameroon Lolodorf ;
* Coop-Coop-Cameroon Bipindi ;
* Coop-Cameroon Mvengue ;
* Coop-Cameroon Lokoundje.

1. **REGION DU SUD OUEST (31 BUREAUX COMMUNAUX STATUTAIRES)**

* **Département du FAKO (07 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Limbé 1er ;
* Coop-Cameroon Limbé 2ème ;
* Coop-Cameroon Limbé 3ème ;
* Coop-Cameroon Buéa ;
* Coop-Cameroon West-Coast ;
* Coop-Cameroon Muyuka ;
* Coop-Cameroon Tiko ;
* **Département de la MANYU (04 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mamfé ;
* Coop-Cameroon Eyumodjock ;
* Coop-Cameroon Upper-Bayang ;
* Coop-Cameroon Akwaya.
* **Département de la MEME (05 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Kumba I
* Coop-Cameroon Kumba II
* Coop-Cameroon Kumba III
* Coop-Cameroon Konye ;
* Coop-Cameroon Mbonge.
* **Département du LEBIALEM (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Fontem
* Coop-Cameroon Alou ;
* Coop-Cameroon Wabane.
* **Département du KOUPE-ET-MANENGOUBA (03 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Bangem
* Coop-Cameroon Tombel ;
* Coop-Cameroon Nguti.
* **Département de NDIAN (09 bureaux communaux)**
* Coop-Cameroon Mundemba ;
* Coop-Cameroon Toko ;
* Coop-Cameroon Bamusso ;
* Coop-Cameroon Ekondo Titi ;
* Coop-Cameroon Isanguélé ;
* Coop-Cameroon Dikomé-Balue ;
* Coop-Cameroon Kombo Itindi ;
* Coop-Cameroon Kombo Abedimo ;
* Coop-Cameroon Idabato.
  + 1. **CHAMBRE DE CONCILIATION ET D’ARBITRAGE**

**Composition et rôle de chambre de conciliation et d’arbitrage**

**Composition**

La Chambre de conciliation et d’arbitrage est composée de18 membres qui sont :

* **15** Magistrats de Haut Rang représentants : *la chambre administrative de la Cour Suprême, le Tribunal Criminel Spécial, les cours d'appels des chefs-lieux de régions), le COPAC des Nations-Unies, ACI-AFRIQUE et ACI*;
* **03** dirigeants qui représentent le comité exécutif sont : *le Président National, le Vice-président National et le Secrétaire Général*

1. **Rôle de la Chambre**

Elle est chargée de :

* Régler tout litige, différend ou conflit entre les coopératives et leurs membres ou client, entre les unions, fédérations, confédérations, réseaux et leurs membres ou clients et entre les organisations sectorielles ;
* Régler tous les problèmes de détournement des fonds propres de la coopérative par leurs dirigeants et des détournements des fonds des programmes et projets dont les coopératives sont bénéficiaires ;
* Régler tout autres crimes économiques et peut se rendre en justice en tant que demandeur ou défenseur.

Ses réunions se tiennent à huis clos et sont convoquées et présidées par le président national qui assure la présidence de ladite chambre. Le Président ou un sixième (1/6) des membres de la chambre peuvent demander la convocation d'une session extraordinaire de la chambre en cas d'urgence. Les réunions de la chambre se tiennent 02 fois par An *(01 fois par semestre)* et ses décisions se prennent par consensus. Seuls les magistrats ont droit aux honoraires, frais de déplacement et à un traitement spécial qui sont pris en charge par le budget général de Coop-Cameroon avant, pendant et après les sessions. Le vice-président National et le Secrétaire Général sont respectivement vice-président et secrétaire de la chambre. Le vice-président peut convoquer et présider les réunions de la chambre en cas d'empêchement du président ou le secrétaire en cas d'empêchement du président et du vice-président.

* + 1. **Comités**

Ils accompagnent le comité exécutif dans la mise en œuvre de ses missions. Les comités suivants sont reconnus par l’AG de Coop-Cameroon.

**Comités thématiques**

L’Assemblée Générale peut créer ou dissoudre, reconnaitre ou ne plus reconnaitre les comités thématiques. Ces Comités sont basés sur des activités fonctionnelles ou à objectifs multiples. Ils peuvent :

* Rédiger leurs statuts après avis conforme du comité exécutif;
* Travailler dans le cadre de la stratégie nationale du développement des coopératives dans les communes ;
* Soumettre des budgets et des programmes de travail annuels au directeur de politique pour intégration au budget et au programme de travail global soumis à l’approbation du comité exécutif ;
* Recevoir l’appui du comité exécutif selon la décision de l’AG ;
* un compte rendu régulier de leurs activités au comité exécutif ;
* Collaborer avec toutes les instances dirigeantes et les organisations sectorielles;
* Promouvoir le développement coopératif durable.

**Comité d’audit et de contrôle qualité**

Il est basé sur une activité fonctionnelle et tient compte des principes et pratiques en matière de gouvernance coopérative édictées dans les lignes directrices universellement connues. Il a le pouvoir de :

* Rédiger la charte d’audit et contrôle qualité qui doit être approuvé par le comité exécutif ;
* Vérifier les mécanismes de fonctionnement organisationnel et de gestion à toutes les instances ;
* recevoir l’appui du comité exécutif selon les décisions de l’assemblée générale ;
* Faire un compte rendu de leur activité au comité exécutif ;
* Collaborer avec toutes les instances dirigeantes de l’organisation ainsi que toutes les organisations sectorielles ;
* Examiner de façons indépendantes, objectives et finales, les opérations, les programmes ou les activités de l’organisation ;
* Vérifier la bonne application des règles procédures, instructions en vigueur (description des postes, organigramme, système d’information…) ;
* Examiner de façon minutieuse et critique les états financiers dans le but d’exprimer une opinion de qualité.

**Comité des élections**

Il organise les élections. Est le gardien des valeurs de bonne gouvernance coopérative. Il offre aux coopérateurs un instrument d’équité et un moyen d’influer sur le développement des coopératives. Il diffuse les bonnes pratiques, le savoir-faire, renforce leurs capacités et supervise les élections, leurs résultats et leur progrès au fil du temps. Il est composé de onze membres choisis de manière discrète. Ses décisions sont irrévocables et s'appliquent à tous.

**Comité des Présidents Communaux**

Il se réunit sur convocation du président national ou du vice-président national pour régler les affaires urgentes notamment : Convoquer la réunion du comité exécutif, l’assemblée générale, l’organisation et la tenue : des sommets, des congrès, les foires, les conférences, les foras, les colloques, les symposiums, les ateliers, les séminaires, et les salons.

* + 1. **Assemblée Générale, Régionale et Communale des Coopératives**

**Assemblée Générale des Coopératives**

C’est l’organe suprême de prise des décisions. Ses décisions s’imposent à tous, même pour les absents ou dissidents. Son pouvoir se limite à l’approbation ou au rejet de tout ou partie des décisions du comité exécutif. Elle regroupe tous les présidents des bureaux communaux, les présidents des organisations sectorielles et les membres fondateurs ou leurs ayants droit. Elle élit les membres du bureau exécutif (président, vice-président, secrétaire général, secrétaire général adjoint n0 1 et le secrétaire général adjoint n0 2) pour un mandat harmonisé de 07ans qui doit s’achever au même moment pour tous. Ce septennat est éventuellement rééligible.

**Assemblée Régionale des Coopératives**

Elle regroupe tous les présidents des assemblées sectorielles régionales, les présidents communaux, les leaders coopératifs *(le gestionnaire et le contrôleur interne)*. C'est un forum de discussion et d’échanges. Elle est une force de proposition pour la promotion de l’économie sociale dans la région ; elle met en application les décisions de l’assemblée générale et élit le bureau régional (président et vice-président régional) pour un mandat de 5ans éventuellement rééligible.

**Assemblée Communale des Coopératives**

Elle regroupe tous les présidents des conseils d’administration et présidents des comités de gestion des coopératives ; les présidents des conseils et commissions de surveillance des coopératives dont le siège social est dans le ressort territorial de la commune. C'est un forum de discussions et d’échanges. Elle est chargée de sélectionner les projets qui seront présentés à l’assemblée régionale et générale ; Elle est chargée d'élire les membres du bureau communal (le président et le vice-président) pour un mandat de 05 ans d’éventuellement rééligible.

**Statuts et Règlement intérieur**

Les statuts et le règlement intérieur de l’Alliance coopératives Cameroun définissent l’organisation, sa structure et ses politiques de fonctionnement.

Les statuts ont été modifiés et adoptés par l’assemblée générale extraordinaire du 15/06/2019 à Yaoundé.

Le règlement intérieur a été adopté par l’assemblée générale extraordinaire du 19/09/2020 à Yaoundé.

* 1. **Nos membres**

Les organisations sont éligibles pour deux types de membres (membre de plein droit et membre associé).

Toute coopérative, réseau coopératif, union, fédération et confédération de coopératives conforme à OHADA et la réglementation communautaire et nationale peut-être membre avec droit de vote. Les organisations qui ne sont pas éligibles pour être membre à part entière sont les membres associés. Ce sont les organisations qui soutiennent les coopératives ou qui sont détenues et contrôlées par les coopératives, les institutions de formation de recherche et autres institutions qui promeuvent, financent les coopératives ou le mouvement coopératif. Les agences ou départements du gouvernement en rapport avec les coopératives.

Sont considérés comme Membres de l’organisation avec droit de vote, Toute coopérative simplifiée (SCOOPS) ou avec conseil d’administration (COOP-CA) ; et toute Mutuelle qui s’acquitte de ses frais d’adhésion et des cotisations mensuelles. Les frais d’adhésion et de cotisation mensuelle sont fonction du nombre de membre de la coopérative ou de la mutuelle. La valeur nominale prélevée auprès de leurs membres (coopérateurs, coopératrices…) par chacune de ces structures est fixé à mille (1000) francs CFA pour l’adhésion du nouveau membre et mille (1000) francs CFA pour la cotisation mensuelle afin d’assurer le fonctionnement de l’organisation au niveau local (communal), Régional et National et s’acquitter de ses cotisations annuelles à Alliance Afrique et Alliance coopérative internationale qui sont les faîtières régionale et mondiale.

* 1. **Notre réseau coopératif de moyen SCAAD Scoops et le PNDAC**

**1.4.1- SCAAD Scoops**

*****A l’initiative d’Alliance Coopératives Cameroun (COOP-CAMEROON) qui est devenue membre de plein droit d’Alliance Coopérative internationale (ACI) le 20/03/2020 et inscrite au répertoire des ONG et Associations de la société civile du Ministère des Relations Extérieures de la République du Cameroun le 02/10/2020 ; et en conformité avec les articles (160, 161, 162, 163, 164, 165 et 166) de l’Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives signé le 15/12/2010 à LOMÉ au TOGO, il est créé un réseau coopératif de moyens qui va regrouper les entreprises coopératives des municipalités des pays Africains membres de l'OHADA pour mettre en œuvre la solidarité du mouvement coopératif mondial piloté par Alliance Coopérative internationale et ses Organisations Sectorielles et appliquer les principes coopératifs Universels (Article 6 Acte Uniforme OHADA) notamment le principe de la coopération entre les entreprises coopératives afin de mieux développer le commerce équitable et la production industrielle avec la mobilisation et la sécurisation de l’épargne dans la banque coopérative panafricaine du réseau et l’octroi des crédits aux coopératives. Les investissements directs étrangers des coopératives extérieures économiquement fortes et leurs placements financiers au Fonds d’investissement coopératif du réseau pour financer les projets des petites, moyennes, grandes et Startups coopératives vont également faire valoir la solidarité agissante du modèle d’affaire coopératif qui garantit que personne ne soit laissé de côté. Ce réseau coopératif de moyens va mener ses activités dans tous les pays membres de l’OHADA par le biais de ses succursales (établissements secondaires) qui seront progressivement mise en place dans les régions ou provinces de chaque pays pour un travail de proximité avec les municipalités rurales et urbaines. La convention de création du Réseau Coopératif de Moyens est signée par les 06 coopératives initiatrices dudit réseau coopératif.*

**Objet et Missions**

1. **Objet**

**Etre un consortium d’entreprises coopératives Africaines des pays membres de l’OHADA, leurs unions, fédérations et confédérations n'ayant pas le même lien commun qui met en œuvre pour une durée déterminée tous ses moyens pour développer les activités de ses membres et accroître les résultats de ces activités.**

1. **Missions**

* *Aider les Coopératives Africaines de l’espace OHADA à travers le Fonds d’investissement coopératif du réseau (SACIF) et la banque coopérative Panafricaine (AFRICOOP BANK) à accéder aux investissements directs étrangers des coopératives membres d’Alliance Coopérative internationale et ses organisations sectorielles pour mieux développer le commerce équitable dans les succursales du réseau ;*
* *Œuvrer pour la transformation structurelle des économies nationales des pays de l'espace OHADA et le développement inclusif de leurs communautés villageoises par le biais des entreprises coopératives ;*
* *Acheter et vendre les Produits coopératifs des usagers membres et usagers non membres (clients) pour approvisionner les marchés de l'espace OHADA en produits coopératifs de grandes consommations et en biens de première nécessité pour la production locale :*
* *Les Pesticides, les engrais et leurs intrants, ainsi que les autres intrants agricoles, de l’élevage et de la pêche utilisés par les producteurs ;*
* *Les produits pharmaceutiques, leurs intrants ainsi que les matériels et équipements des industries pharmaceutiques ;*
* *Aménagement des unités centrales, régionales/provinciales de Stockage, de Conditionnement et d'Approvisionnement des Marchés de l'espace OHADA en Produits Coopératifs de Grande Consommation ;*
* *La Structuration des coopératives existantes dans les municipalités de l'espace OHADA et la création des sociétés coopératives de développement pour en faire les instruments privilégiés d’implication des conseils municipaux élus dans le développement économique et social de leurs communes ;*
* *Le Renforcement des capacités managériales et techniques des acteurs (leaders et travailleurs coopératifs), l'information des coopérateurs, la formation des futurs leaders coopératifs et l’éducation coopérative des plus jeunes pour la relève ;*
* *Recherches, Etudes et implémentations des projets par le biais du cabinet d'expertise (SCAAD SCOOPS CONSULTING) et Prestations de services pour les usagers membres et les usagers non membres (clients) ;*
* *Veiller à l’implantation des coopératives Agro-Sylvio-Pastorales et Halieutiques dans leurs zones agro écologiques ;*
* *Mettre en place des pépinières à haut rendement pour la production agroindustrielle des sociétés coopératives de développement (SCD) dans les communes ; et promouvoir la Transformation locale des produits coopératifs ;*
* *Garantir la protection sociale des travailleurs coopératifs et de leurs familles, et faciliter la mise en place des cliniques coopératives et pharmacies communautaires pour la mise en œuvre de l’assurance santé Universelle et le développement de la santé Communautaire ;*
* *Développer l'habitat communautaire dans les municipalités de l'espace OHADA pour faciliter aux coopérateurs et travailleurs coopératifs l’accès aux logements décents ;*
* *L'exploration et l'exploitation minière et la valorisation des produits miniers ;*
* *Promouvoir l’entrepreneuriat coopératif féminin, l'inclusion financière et densifier le système financier et bancaire coopératif dans l'espace OHADA ;*
* *Développer la pêche coopérative industrielle dans l'espace OHADA ;*
* *Développer le transport des travailleurs coopératifs, des coopérateurs, et de leurs produits coopératifs en milieu rural, urbain et périurbain dans l'espace OHADA ;*
* *Promouvoir l'entrepreneuriat coopératif culturel (cinéma, musique, …etc.) et sportif (football, tennis, basket, volleyball, Ruby, athlétisme, Boxe,… etc.) ;*
* *Entretenir une campagne permanente et adéquate de vulgarisation de l’acte uniforme et des autres normes auxquelles il renvoie ;*
* *Garantir un suivi continu de l’évolution de la législation coopérative ;*
* *Défendre au plan national et international les intérêts de ses membres ;*
* *Veiller à l’application des principes coopératifs au sein des sociétés coopératives, unions, fédérations et confédérations affiliées au réseau ;*
* *Fournir toute assistance nécessaire pour la constitution, l’administration et la gestion des coopératives, unions, fédérations et confédérations ;*
* *Offrir à ses affiliées ses bons offices en cas de différends ;*
* *Assister ses affiliées sous réserve des attributions spécifiques aux organes de celles-ci, dans leurs missions de surveillance ;*
* *Agir en qualité d’organisme de contrôle des sociétés coopératives, unions, fédérations et confédérations de coopératives affiliées ;*
* *Déclencher en lieu et place de ses affiliées l’alerte ou saisir l’assemblée générale de la société coopérative, union, fédération ou confédération de sociétés coopératives affiliées, de toute anomalie constatée ;*
* *Créer un fonds pour financer les audits ou contrôles externes de ses affiliées, alimenté par des cotisations annuelles de celles-ci au prorata des parts sociales souscrites ;*
* *l’électrification rurale des villages par le biais des énergies renouvelables, l'assainissement des eaux et distribution de l'eau potable aux communautés villageoises dans les municipalités de l’espace OHADA ;*
* *Coordonner et soutenir les activités des membres ;*
* *Lutter contre le changement climatique dans l’espace OHADA par la promotion de l’écotourisme et de l'agrotourisme ;*
* *Rechercher les nouveaux marchés pour les produits coopératifs des membres ;*
* *Promouvoir la compétitivité des produits coopératifs des membres sur les marchés nationaux, sous régionaux et internationaux ;*
* *Faciliter les échanges commerciaux coopératifs dans le cadre de la zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAF) ;*
* *Créer les succursales dans toutes les régions ou provinces des pays membres de l’OHADA pour mieux développer les activités du réseau dans les municipalités ;*
* *Mener toute autre activité utile à la réalisation de son objet social.*

Les établissements secondaires de SCAAD Scoops appelés succursales vont se mettre progressivement en place dans toutes les régions ou provinces des pays membres de l'OHADA pour mieux développer les activités du réseau dans les municipalités. Les succursales sont chargées de la mise en œuvre de la politique et des décisions du comité de gestion dans leurs régions ou provinces. Les succursales coordonnent aussi tous les programmes et projets du réseau dans leurs territoires de compétences et les activités des coopératives, les unions, fédérations et confédérations de coopératives membres du réseau. Assurent le suivi-évaluation des activités du réseau et des membres du réseau et rendent compte aux organes de gestion et de contrôle interne du réseau.

Dans le cadre des investissements directs étrangers au Fonds d’investissement coopératif du réseau **(SACIF)** les succursales vont implémenter les décisions du comité de gestion qui assure le conseil d’administration du Fonds pour structurer les investissements de différentes manières appropriées aux principes coopératifs afin que les coopératives puissent bénéficier d’un accès facile aux capitaux à travers la Banque Coopérative Panafricaine **(AFRICOOP BANK)** et les coopératives finances.

**1.4.2- PNDAC**

En tant qu’entreprises centrées sur les personnes, les coopératives sont dirigées par leurs membres et leurs appartiennent : ils ont leur mot à dire sur ce que fait leur organisation et sur la manière dont les bénéfices sont gérés et utilisés.

Les coopératives sont un modèle éprouvé en matière de développement international, permettant aux populations du monde entier de prendre le contrôle de leurs moyens de subsistance.

Le renforcement des coopératives est donc un moyen bien établi de donner aux populations et communautés locales la possibilité de prendre en charge leur propre développement, en faisant passer les individus avant les profits.

En Mars 2016, Alliance Coopérative internationale et la commission Européenne ont signé une convention de partenariat (ACI-UE) pour le développement international (également connu sous le nom de ≠coops4dev) afin de renforcer le mouvement coopératif en tant qu’acteur clé du développement international.

Pour mieux contribuer au développement de la nation et renforcer le mouvement coopératif Camerounais en conformité avec la stratégie Nationale de Développement (SND30) du Gouvernement, Alliance Coopératives Cameroun (COOP-CAMEROON) a mis en place le programme de Promotion Nationale du Développement par l’Action Coopérative auprès des collectivités territoriales décentralisées (PNDAC) qui va assurer la mise en œuvre du programme ≠coops4dev dans les 360 communes des 10 régions du Cameroun à travers le réseau coopératif des moyens SCAAD Scoops (Sociétés Coopératives Associées pour l’Agroéconomie et le Développement durable).

# 

# OBJECTIF GLOBAL

**La promotion du modèle d’affaire coopératif et le renforcement de la coopération pour la transformation structurelle de l’économie nationale et le développement inclusif.**

**Objectifs spécifiques**

1. **Le renforcement des capacités de tous les acteurs :**

* Renforcer les capacités des dirigeants sociaux élus des coopératives, des unions, fédérations, confédérations et réseaux en gestion des ressources humaines, gestion administrative, gestion financière, gestion comptable et la gestion de la vie démocratique ;
* Renforcer les capacités des coopérateurs et travailleurs coopératifs dans la maîtrise des outils techniques pour accroître le rendement des activités.

1. **La sensibilisation et la structuration des coopératives** :

* Assister les jeunes entrepreneurs qui souhaitent créer une société coopérative de développement  dans la rédaction de leurs statuts et règlements intérieurs, l’élaboration des plans d’actions et le suivi-évaluation ; la conception et l’implémentation des projets ; l’établissement de leurs états financiers de synthèses annuels ; la rédaction de leurs rapports de gestion et d’activités annuelles ; l’amendement de leurs statuts et règlements intérieurs en les publiant dans le journal Coop Challenges qui sera mis en place en conformité avec les aarticles17, 18, 67, 68,81, 82, 107, 108, 109, 110 et 111 de l’acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives ;
* Formaliser les entités informelles telles que prescrites par la SND 30 : C’est-à-dire se servir de l’expertise du cabinet SCAAD SCOOPS CONSULTING pour mettre les statuts des coopératives existantes avec réglementation nationale*(la loi n°92/006 du 14 Août 1992 relative aux sociétés coopératives et groupe d’initiative commune)* en harmonie avec la réglementation communautaire (l’acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives notamment les articles 390, 391, 392, 393, 394, 395 et 396) ;
* Apporter aux coopératives, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux l’expertise de gestion pour l’audit de leurs états financiers de synthèses annuels en conformité avec les articles 120 et 164 de l’acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives ;
* Constituer un fichier communal et régional des coopératives et les géolocaliser.

1. **L'inclusion financière** :

* Faciliter l’approvisionnement en agrofourniture à travers les Coop Shop communales et mettre en place une coopérative d’épargne et crédit communautaire dans chaque commune et un réseau de coopératives d’épargne et crédit dans chaque région du Cameroun.  Ces entreprises communautaires seront administrées et contrôlées par les femmes ;
* Garantir le crédit et la protection sociale des coopérateurs démunies avec la mise en place d’une coopérative d’assurance communautaire dans chaque commune ;
* Sauvegarder les épargnes des coopératives financières et d’assurance, des coopératives de production, de consommation et de services dans la banque coopérative qui sera mise en place pour faciliter les échanges commerciaux avec les coopératives extérieures et les opérations bancaires et financières ;
* Sécuriser les investissements directs des coopératives étrangères, des coopératives locales et des particuliers avec le fonds d’investissement coopératif à mettre en place pour mieux reconstruire ensemble nos villages, quartiers et villes, booster notre production et les échanges commerciaux.

# D-RESULTATS ATTENDUS

1. Plus de 300 femmes et jeunes coopérateurs formés par An dans chaque commune ;
2. Au moins 10 coopératives créatrices de richesses et d’emplois directs et indirects structurées et créées dans chaque commune par An ;
3. Une augmentation d’au moins 80% du volume et de la valeur des ventes pour toutes les coopératives structurées dans chaque commune ;
4. La tenue d’au moins deux marchés de commercialisation des produits et services des coopératives par mois dans chaque commune ;
5. Au moins 80% des coopératives ont obtenues des financements via le mécanisme d’intermédiation financière mis sur pied par le PNDAC ;
6. La solidarité du mouvement coopératif national renforcée.

**E- LES SECTEURS D’ACTIVTES PRIORITAIRES**

Secteur N°1 : AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE et FORESTERIE

Secteur N°2 : INDUSTRIE ET SERVICES

Secteur N°3 : COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL

Secteur N°4 : ASSURANCE COOPERATIVE ET MUTUALISTE

Secteur N°5 : BANQUE ET SERVICES FINANCIERS

Secteur N°6 : SANTÉ, EDUCATION ET PROTECTION SOCIALE

Secteur N°7 : AUTRES SERVICES

**F- LES BENEFICIAIRES**

Les bénéficiaires du PNDAC sont les coopératives de développement créées dans les 360 communes des 10 régions du Cameroun.

**G- EXPERTISE TECHNIQUE**

Les experts en développement Coopératif d’ACI-AFRIQUE, le cabinet d’expertise coopérative SCAAD Scoops Consulting, les structures publiques, et les consultants indépendants vont assurer l’expertise technique du PNDAC.

**H-DUREE DU PROGRAMME**

La première phase du PNDAC a une durée de 07ans (2021-2027).

# I-COÛT GLOBAL DU PROGRAMME

Le budget du programme s’élève à :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Communes** | **Montant**  **(en milliers) FCFA** | **Montant**  **(en milliers) €** | **Pourcentage** |
| **Dépenses investissements, fonctionnement et assistance technique** | **360** | **444 152500** | **676 953,81814** | **9,79%** |
| **Crédit octroyés aux coopérateurs** | **360** | **4091 847500** | **6237 794, 06884** | **90,21%** |
| **Total Global** | **360** | **4536 000 000** | **6914747,88698** | **100%** |

# J- ORIGINE DES FONDS ET LES AVANTAGES DU PNDAC

* **La sauvegarde des Fonds issus des cotisations sociales des coopératives d’assurance Communautaire pour la protection sociale des démunies :**
* **Enfants** : 50F/j x 20.000 personnes/Commune = 1.000.000Fcfa/j × 30j× 12mois × 7ans × 360 Communes = **FCFA 907,2 Milliards ;**
* **Adultes** (homme et femme) : 100F/j × 10.000 pers/Com = 1.000.000Fcfa/j × 30j × 12 mois × 7ans × 360 Com = **FCFA 907,2 Milliards ;**
* **L’épargne communautaire qui garantit l’octroi du crédit aux associés coopérateurs :**
* Les Bensikineurs (moto taximens), commerçants, les calls boxeurs, les bayam Sellam les braiseuses de poisons et de viande devront épargner au minimum : 1000F/j × 1000pers/Com = FCFA 1.000.000/j×30j × 12 mois ×7ans ×360 communes = **FCFA 907,2 Milliards ;**
* Les petits Agriculteurs, Éleveurs et mineurs, les pêcheurs, chasseurs, infirmiers, enseignants, tradipraticiens, artisans…etc. devront épargner au minimum : 500F/j × 4000pers/com = FCFA 2.000.000/j × 30j × 12 mois × 7ans × 360 communes = **FCFA 1814,4 Milliards.**

L’épargne locale à mobiliser à travers : les coopératives communales d’assurance communautaire, les coopératives des producteurs, des consommateurs (Coop Shop) et de services qui seront sécurisées dans les Coopératives communales d’épargne et de crédit communautaire sous le contrôle des réseaux régionaux des coopératives d’épargne et de crédit communautaire durant les sept (07) ans de la première phase du PNDAC (2021 – 2027) se chiffre en FCFA 4536 Milliards, soit une moyenne de FCFA 648 Milliards/An.

Pour la mise en œuvre de ce programme les dépenses d’investissement, de fonctionnement et d’assistance technique sont estimées enFCFA 444,1525 Milliards. Ces dépenses représentent un pourcentage de 9,79% de l’épargne coopérative.

Avec un taux d’intérêt mensuel de 1.5% soit 18% par An, nous allons réaliser un gain de : 648 × 18% = FCFA 116,64 Milliards. Avec 2% de pertes annuelle des crédits non remboursés (648 × 2% = FCFA 12,96 Milliards) nous obtenons un bénéfice net de : 116,64 -12,96 = FCFA 103,68 Milliards.

Pour les 7ans de la 1ere phase du PNDAC nous allons réaliser un gain de : 103,68 × 7 = FCFA 725,76 Milliards. Le programme est rentable et pourra s’autofinancer pour la deuxième phase avec : 725,76 Milliards – 444,1525 = FCFA 281,6075 Milliards.

**AVANTAGES DU PNDAC**

3600 coopératives de développement structurées et créées par An dans les 360 communes et 108000 femmes et jeunes entrepreneurs ruraux formés et financés. Soit un bilan de 25.200 coopératives structurées et 756000futurs employeurs formés et financés en 7ansdans les 360 communes.

# K- COMITÉ DE PILOTAGE

Le Comité National de Pilotage organise l’exécution du programme, en assure le suivi-évaluation des activités.

**À ce titre, il est chargé :**

* D’arrêter les programmes d’activités et les budgets annuels ;
* De délibérer sur les rapports d’activités du programme ;
* D’organiser les missions de supervision et d’évaluation externe dont il approuve le cahier de charges ;
* De valider les projets et les résultats des études.

LE COMITE DE PILOTAGE DU PNDAC EST COMPOSÉ DE :

AU NIVEAU NATIONAL

* Présidence: LE PRÉSIDENT NATIONAL DE COOP-CAMEROON ;
* Vice-présidence : LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE COOP-CAMEROON ;
* Rapporteuse : LA VICE-PRÉSIDENTE DU RÉSEAU COOPÉRATIF DE MOYENS

SCAAD SCOOPS (Coordonnatrice Nationale du PNDAC)

* Membres :
* 03 Représentants des Partenaires au Développement d’Alliance Coopérative internationale (ACI) ;
* 03Responsables d’Alliance Coopérative Afrique (ACI-AFRIQUE) ;
* 01 Représentant de Commune et Ville Unies du Cameroun (CVUC) ;
* 01 Représentant de la Fédération des Réseaux d’association Féminines du Cameroun (FERAFCAM) ;
* 01 Représentant du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) ;
* 01 Représentant de la Chambre de Commerce (CCIMA) ;
* 01 Représentant de la Chambre Nationale des Notaires du Cameroun (CNNC) ;
* 01 Représentant de la Direction Générale des impôts (DGI) ;
* 01 Représentant de la Chambre d’agriculture (CAPEF) ;
* 01 Représentant de l’Agence de Promotion des investissements (API) ;
* 01 Représentant de l’agence de promotion des Petites et moyennes entreprises (APME) ;
* 01 Représentant de l’agence des normes et de la qualité du Cameroun (ANOR) ;
* 01 Représentant de l’institut national de la statistique (INS) ;
* 01 Représentant de l’institut National de la Cartographie (INC) ;
* 01 Représentant de la Caisse Nationale de Prévoyance sociale (CNPS) ;
* 01 Représentant de Cameroon Postal Services (CAMPOST) ;
* 01 Représentant de l’agence de Régulation des Télécommunications (ART) ;
* 01 Représentant de l’institut de la Recherche Agricole pour le développement (IRAD) ;
* 01 Représentant de la Société de Développement du Cacao (SODECAO) ;
* 01 Représentant de la Société de Développement et d’Exploitation des Productions Animales (SODEPA) ;
* 01 Représentant de la Société Nationale des mines (SONAMINES) ;
* 01Représentant de la plateforme Nationale des organisations professionnelles Agro-Sylvio-Pastorales du Cameroun (PLANOPOC) ;
* 10Représentants de chaque organisation interprofessionnelle (ONECCA, ANEMCAM, ASAC, ONMC, OPC, ONIGR, ONAC, IPAVIC, CICC, SYNAMOTAC) ;
* 10 Présidents Nationaux des organisations sectorielles de COOP-CAMEROON ;

AU NIVEAU REGIONAL

* Présidence : LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL ;
* Vice-présidence : LE DIRECTEUR DU BUREAU RÉGIONAL COOP-CAMEROON ;
* Secrétariat Technique : LE DIRECTEUR GENERAL de la succursale de SCAAD SCOOPS ;

(Coordonnateur Régional du PNDAC).

* Membres :
* 03Représentants régionaux des Partenaires au Développement d’Alliance Coopérative internationale (ACI) ;
* 03 Experts en développement Coopératif d’Alliance Coopérative Afrique (ACI-AFRIQUE) ;
* 01 Représentant régional de Communes et Villes-Unies du Cameroun (CVUC) ;
* 01 Représentant Régional de la Fédération des Réseaux Féminines d’associations (FERAFCAM) ;
* 01 Représentant régional du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) ;
* 01 Représentant régional de la Chambre de Commerce (CCIMA) ;
* 01 Représentant régional de la Chambre Nationale des Notaires du Cameroun (CNNC) ;
* 01 Représentant de la direction régionale des impôts (DGI) ;
* 01Représentant régional de la Chambre d’agriculture (CAPEF) ;
* 01 Représentant régional de l’agence de promotion des investissements (API) ;
* 01Représentant régional de l’agence de promotion des PME(APME) ;
* 01Représentant régional de l’agence des normes et de la qualité (ANOR) ;
* 01 Représentant régional de l’institut national de la Statistique (INS) ;
* 01 Représentant régional de l’institut national de la cartographie (INC) ;
* 01 Représentant régional de la Caisse Nationale de Prévoyance sociale (CNPS) ;
* 01 Représentant de la direction régionale de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) ;
* 01 Représentant Régional de l’Agence de Régulation des Télécommunications (ART) ;
* 01 Représentant régional de l’institut de la Recherche Agricole pour le développement (IRAD) ;
* 01 Représentant régional de la Société de Développement du Cacao (SODECAO) ;
* 01 Représentant Régional de la Société de Développement et d’Exploitation des

Productions Animales (SODEPA) ;

* 01 Représentant régional de la Société Nationale des mines (SONAMINES) ;
* 01Représentant Régional de la Plateforme Nationale des organisations professionnelles Agro-Sylvio-Pastorales du Cameroun (PLANOPAC) ;
* 10Représentantsrégionaux de chaque organisation interprofessionnelle agréée ;
* 10 Présidents régionaux des organisations sectorielles de COOP-CAMEROON ;

AU NIVEAU COMMUNAL

* Présidence : LE MAIRE DE LA COMMUNE ;
* Vice-présidence : LE COORDONATEUR DU BUREAU COMMUNAL COOP-CAMEROON ;
* Secrétariat Technique : CHEF D’AGENCE SCAAD SCOOPS (Coordonnateur Communal PNDAC) ;
* Membres :
* 01 Représentant de la Fédération des Réseaux Féminines d’associations (FERAFCAM) ;
* 10Présidents des coopératives dont le siège est dans le ressort territorial de la commune ;
* 11responsables locaux des démembrements des ministères techniques compétents ;
* 10 Représentants communaux des Partenaires au Développement ;
* 10agents communaux de développement Coopératif formés par SCAAD SCOOPS.

**L-UNITE DE COORDINATION DU PROGRAMME (UCP)**

Elle est chargée de la coordination du programme et à ce titre elle élabore les projets de programmes d’activités et de budget qui sont soumis à la délibération du Comité de Pilotage.

* Elle assure le secrétariat technique du Comité de Pilotage ;
* Elle joue un rôle d’animation auprès des structures organiques chargées de la mise en œuvre des activités du programme ;
* Elle assure la gestion administrative et financière du programme dont le Coordonnateur national est ordonnateur et à ce titre elle prépare les dossiers d’appel d’offre et les diverses conventions ;
* Elle assure le suivi de la mise en œuvre du programme et à ce titre prépare les rapports d’activités et d’exécution du budget qui sont soumis à la délibération du Comité de Pilotage ;
* Elle organise les missions d’évaluation dont elle prépare le cahier des charges qui est soumis à l’approbation du Comité de Pilotage.

**L’UNITE DE COORDINATION DU PNDAC EST COMPOSÉE DE :**

**AU NIVEAU NATIONAL**

* 01 Coordonnatrice Nationale *(la Vice-présidente de SCAAD Scoops) ;*
* 01 responsable administratif et financier *(Secrétaire Général de SCAAD Scoops) ;*
* 10 cadres des composantes techniques *(les SG des 10 sectorielles de COOP-CAMEROON)*;
* 01 responsable du suivi évaluation *(secrétaire Commission Surveillance de SCAAD Scoops) ;*
* 01 responsable des marchés et 05 assistants ;
* 01 responsable de la communication ;
* 01 comptable et 05 assistants ;
* 01 secrétaire de direction et cinq assistants ;
* 20 chauffeurs ;
* 05 gardiens.

**Le personnel de l’unité de coordination nationale, régionale et communale du programme est recruté sur une base compétitive par appel à candidature ou nommé par décision du président du comité de gestion de SCAAD SCOOPS.**

## AU NIVEAU RÉGIONAL

* 01 Coordonnateur Régional ;
* 01 secrétaire de la coordination régionale ;
* 10 responsables régionaux des composantes techniques ;
* 01 assistant administratif et financier ;
* 10 Cadres d’appui ;
* 05 chauffeurs ;
* 02 gardiens.

**Les responsables régionaux et leurs assistants sont recrutés sur une base compétitive par appel à candidature. Les attributions de la coordination régionale sont les suivantes :**

* informer et de sensibiliser les organisations et entreprises de l’Economie Sociale leurs partenaires et toutes les populations des basins des opportunités offertes par le programme ;
* Produire les statistiques et faire une cartographie régionale des coopératives ;
* Structurer les coopératives et en priorité les coopératives Agro-Sylvio-Pastorales et Halieutiques autour des filières et suivant les chaines de valeurs ;
* Recenser l’ensemble des besoins en renforcement des capacités des travailleurs, des coopérateurs et des leaders coopératifs ;
* Proposer des plans de renforcement des capacités dans les communes ;
* Organiser des sessions de renforcement des capacités en partenariat avec l’unité de coordination nationale;
* Accompagner les coopératives de production dans la transformation, la conservation et la commercialisation de leurs produits pour développer le secteur agro-industriel ;
* Recevoir et instruire les dossiers de demandes de financement formulées par les coopératives et d’appuyer les Coordinations communales dans l’élaboration des plans d’actions des coopératives ;
* Assurer le suivi de la mise en œuvre des activités du programme dans les communes et le reporting à la Coordination Nationale ;
* Assurer la mise en place et l’opérationnalisation des réseaux régionaux des coopératives communales d’épargne et de crédit.

## AU NIVEAU COMMUNAL

* 01 Coordonnateur communal ;
* 01 secrétaire-comptable de la coordination communale ;
* 10 responsables communaux des composantes techniques ;
* 01 gardien.

Le personnel communal est recruté sur une base compétitive par appel à candidature.

**Les attributions de la coordination communale sont les suivantes :**

* Assurer la mise en œuvre et le suivi des activités du PNDAC dans le ressort territorial de la commune ;
* Renforcer les capacités managériales et techniques des leaders coopératifs, Coopérateurs et travailleurs coopératifs ;
* Organiser les campagnes de sensibilisation et de publicité des coopératives ;
* Apporter une assistance technique à la création de sociétés coopératives de développement dans les secteurs prioritaires : finance, assurance, santé, consommation et production ;
* Faciliter aux coopératives l’accès aux financements et aux marchés de la sous-région Afrique Centrale et les marchés internationaux pour vendre le label « Made in Cameroon ».

**N.B : La coordination nationale, régionale et communale du PNDAC est assurée par le Réseau Coopératif des Moyens SCAAD Scoops (Sociétés Coopératives Associées pour l’Agroéconomie et le développement durable).**

* 1. **NOTRE EQUIPE**

**DIRECTEUR DE POLITIQUE**

****

**Christian BATCHOM MOUKOKO**

Sociologue et ingénieur en science graphiques informatisées.

**Sous la supervision du secrétariat général, il est chargé de :**

* Veiller à la mise en œuvre de la politique de développement coopératif dans les régions et communes ;
* D’œuvrer à la promotion du model d’entreprise coopérative dans les communes ;
* Contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des membres dans les régions et communes ;
* Recevoir auprès du comité exécutif un mandat de représentation de la faitière nationale au niveau des instances de décision nationales et internationales ;
* Promouvoir les échanges d’expériences entre les membres ;
* Capitaliser et diffuser auprès des membres et de la communauté nationale et internationale les bonnes pratiques et expériences positives des coopératives ;
* Accroitre la concertation et le partenariat entre les membres ;
* Développer les services d’utilités collectives ;
* Etre le porte-parole de la faitière nationale ;
* Concevoir les discours et messages émis par le comité exécutif.

**DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS COOPÉRATIVES ET SES ADJOINTS**

**DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS COOPERATIVES**

****

***Serge Olivier ABENE***

***M. ABENE*** *est journaliste d’investigation, expert en communication d’entreprise et en journalisme de solutions. Il est Directeur de Publication du journal* ***LA CIBLE.***

**DIRECTRICE ADJOINTE CHARGÉE DE LA COMMUNICATION COOPÉRATIVE**

**DE LA PRESSE ECRITE ET LA TRADUCTION**

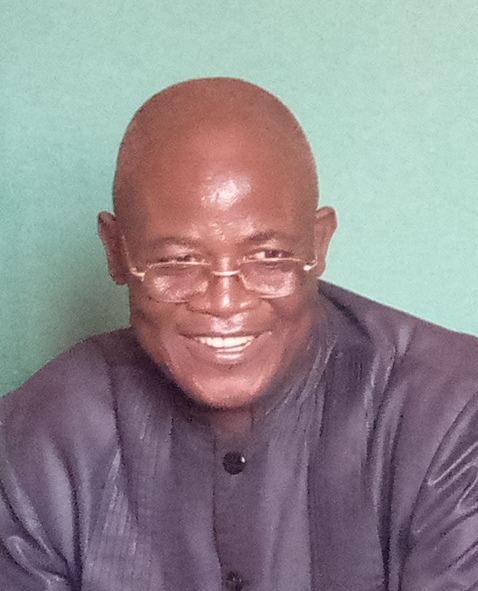
****

***AZONEH MAMPALAH***

***Mme AZONEH*** *est Journaliste de reportage, de présentation de l’actualité et traductrice.*

**DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA COMMUNICATION COOPÉRATIVE**

**RADIO, TÉLÉ ET DES PROJETS**

****

***Augustin BITJOCKA***

***M. BITJOCKA*** *est un journaliste hors échelle pétrie d’expérience*

*après avoir passé 32 ans de service à la chaine de communication publique* ***CRTV.***

**DIRECTRICE ADJOINTE CHARGÉE DE COMMUNICATION COOPÉRATIVE**

**SUR LES RESEAUX SOCIAUX, LA PUBLICITÉ ET LA PROMOTION**

**DE L’IDENTITÉ COOPERATIVE**

****

***Astrid Flora AZAME OWONO***

***Mme AZAME OWONO*** *est journaliste événementielle, sociale et en stratégie marketing.*

**Sous la supervision du secrétariat général il est chargé de :**

* La stratégie de communication globale de la faitière nationale et de ses organisations sectorielles ;
* Assurer sa conception et coordonner sa mise en œuvre ;
* Veiller à ce que chaque cible de communication soit approchée en ; fonction de ses spécificités, définir les messages, les outils et les supports qui seront utilisés pour atteindre ses cibles et élaborer le plan de communication global de l’ensemble des champs de communication (interne, externe, et publicitaire) ;
* Gérer l’image de la faitière nationale et mener des campagnes de communication d’envergure destinées à construire ou renforcer celles-ci ;
* Charger des relations des relations avec les organisations sectorielles, les bureaux régionaux et communaux, gérer les opérations de relation publique, des grands évènements internes et externes ;
* Assurer une veille sur l’environnement extérieur de la faitière nationale et mener des missions de communication d’influence, voir de lobbying auprès des partenaires au développement ;
* Anticiper les situations de crise et les gérer en relation avec le secrétariat général du comité exécutif.

**DIRECTRICE DES ADHESIONS**

****

**Fanny NGO YON épse GWEM**

**Madame GWEM** estdoctorante en management de l’éducation, titulaire d’une maitrise en gestion des entreprises, enseignante et promotrice d’un centre de formation professionnelle en gestion d’entreprise, fiscalités et statistiques.

**Sous la supervision du secrétariat général elle est chargée de :**

* Encaisser les cotisations versées par les membres ;
* Faire le suivi des dépenses et classer les pièces justificatives y afférentes ;
* Classer et archiver les documents ;
* Sécuriser les mouvements de fonds et les flux financier, dépenses, remboursement de frais, investissements, salaires… ;
* Tenir le livre journal qui enregistre les dépenses et les recettes ;
* Assurer les dépôts de fonds dans les comptes bancaires et jouer le rôle d’interlocuteur auprès des banques ;
* Gérer les relations financières de demande de subvention notamment le budget prévu pour chaque activités ;
* Etablir les comptes annuels et le rapport financier, le rapport financier doit s’appuyer sur le compte de résultat le bilan et :
* Reprend les grands flux financiers (les recettes, les dépenses établies dans le compte des résultats ainsi que les actifs et passifs inscrits dans le bilan)
* Présente la structure des différents types de fond pour une compréhension globale de l’activité
* Présente la provenance des fonds collectés et des dépenses
* Explique la situation des trésoreries ainsi que les chiffres contenus dans l’actif et le passif.

**DIRECTEUR DE LA STRATEGIE**

**Sous la supervision du secrétariat général il est chargé de :**

* Coordonner les activités de conception et de rédaction de la stratégie,
* Veiller au respect du plan directeur mondial d’Alliance Coopérative Internationale, de la stratégie africaine d’ACI-Afrique, de la stratégie du gouvernement dans la conception et la rédaction de la stratégie nationale des entreprises coopératives pour le développement des communes ;
* Apporter plus d’intelligences pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie dans les communes ;
* Traduire l’ambition stratégique de la faitière nationale en plan d’action
* S’assurer de la correcte mise en place de la stratégie en interne ;
* Anticiper et accompagner les changements stratégiques ;
* Communiquer et faire adhérer les différentes équipes de travail à la stratégie de la faitière nationale ;
* Mener les analyses nécessaires à la prise de décision ;
* Rédiger les notes de synthèse sur les sujets importants et, le cas échéant, les expliquer au président national ;
* Développer les compétences des salariés en adéquation avec la stratégie de la faitière nationale ;
* Favoriser l’innovation et la création par le biais de brainstorming ;
* Proposer des évolutions stratégiques ;
* Encadrer les missions de conseil en stratégie ;
* Piloter des projets clés de la faitière nationale tels que la liquidation des entreprises coopératives, désinvestissement, … ;
* Fédérer les ressources humaines autour des projets de la faitière nationales ;
* Etablir une veille permanente.

**Directeurs de Cabinets et Secrétaires Particuliers :** ils sont chargés de l'agenda privé des responsables. Ils classent et rangent les documents des responsables. Organisent le carnet d’adresses et les audiences. Ils exécutent toute autre tâche qui leur est confiée.

**Conseillers techniques et spéciaux, les experts et consultants :** ils sont des experts chargés d'apporter leur expertise sur des dossiers sensibles de la structure et de ses organisations sectorielles et sont une force de proposition. Ils exécutent toute autre tâche qui leur est confiée.

1. **Coopératives** 
   1. **Notre histoire**

En 2017 le jeune leader coopératif Jean Christian NYEMB âgé de 34 ans décide d’œuvrer pour la promotion et le développement du modèle d’entreprise coopérative au Cameroun et d’arrimer le mouvement coopératif Camerounais aux standards internationaux et à la dynamique mondiale du mouvement coopératif piloté par Alliance Coopérative internationale en s’inspirant du discours du pape François du 28 Février 2015 à Rome devant plus de 7000 membres de la confédération des coopératives Italiennes, pour créer deux ans plus tard Alliance Coopératives Cameroun (COOP-CAMEROON) le 17 Mars 2017 à Ngoa-ékéllé à Yaoundé par transformation de l’Union Centrale des Coopératives pour l’Agro-industrie et le Développement durable du Cameroun (UCCOOPADCAM) dont il était le président du conseil d’administration et en conformité avec l’article 167 de l’Acte Uniforme OHADA Relative aux Droits des Sociétés Coopératives. Quatre ans après sa création COOP-CAMEROON sous la présidence de son fondateur, est devenue membre de plein droit d’Alliance Coopérative internationale (ACI) le 22 Juillet 2021.

* 1. **Questions-Réponses sur l’Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives**

**Qu’est-ce qu’une coopérative ?**

**Réponse :** une coopérative est un groupement de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociales et culturels communs, au moyen d’une entreprise dont la propriété et la gestion sont collectives et où le pouvoir est exercé démocratiquement et selon les principes coopératifs. **(Article 4 Acte Uniforme OHADA)**

**Quels sont les clients ou usagers d’une coopérative ?**

**Réponse :** les clients ou usagers d’une coopérative sont ses membres qui en sont les principaux clients ou usagers mais elle peut aussi traiter avec les clients ou usagers qui ne sont pas membre de la coopérative. Cette décision de limiter les affaires avec les clients qui ne sont pas membre de la coopérative doit se faire en assemblée générale et l’inscrire dans les statuts. **(Article 4 Acte uniforme OHADA)**

**Quelles sont les activités réservées aux coopératives ?**

**Réponse :** la coopérative exerce ses actions dans toutes les branches de l’activité humaine. Donc elle peut mener toutes les activités prévues dans ses statuts. Pour les activités réglementées comme le secteur bancaire, les assurances, la santé, l’exploitation forestière, l’exploitation minière, l’eau, l’énergie et bien d’autres, elle doit se soumettre aux exigences de la réglementation nationale ou communautaire en vigueur. **(Articles 2 et 5 Acte Uniforme OHADA)**

**A quoi servent les principes coopératifs universels ?**

**Réponse :** les principes coopératifs universels sont comme les dix commandements de l’église et les cinq piliers de l’islam. Ils servent à constituer et à gérer une coopérative. C’est la condition d’existence d’une coopérative. Toutes les coopératives dans le monde ont l’obligation de se soumettre à ces sept règles qui sont par ordre chronologique :

* L’adhésion volontaire et ouvert à tous ;
* Le pouvoir démocratique exercé par les coopérateurs ;
* La participation économique des coopérateurs ;
* L’autonomie et l’indépendance ;
* L’éducation, la formation et l’information ;
* La coopération ;
* L’engagement envers la communauté.

Toute discrimination fondée sur le sexe, l’appartenance ethnique, religieuse ou politique est interdite. **(Article 6 Acte Uniforme OHADA)**

Qu’est-ce qu’une associé coopérateur?

Réponse : C’est une personne physique ou morale qui souscrit et libère une ou plusieurs parts sociales à la coopérative.

La société coopérative est-elle ouverte à toute personne physique ou morale ?

**Réponse :** Toute personne physique ou morale peut être coopératrice ou coopérateur d’une société coopérative lorsqu’elle (il) ne fait l’objet d’aucune incapacité juridique conformément aux dispositions de la loi (Article 7, Acte Uniforme OHADA).

Qu’est ce qui peut motiver les personnes physiques ou morales à devenir associés coopérateurs ?

**Réponse :** C’est l’élément ou le critère objectif que possèdent en commun les coopérateurs. Cette motivation à s’unir est encore appelée lien commun. C’est ce qui leurs permet de participer effectivement aux activités de la société coopérative en respectant les principes coopératifs universels (Article 8 Acte Uniforme OHADA).

À Quelles types de sociétés coopératives correspond les sigles « SCOOPS » et « COOP-CA » ?

Réponse : La société coopérative simplifiée est désignée par une dénomination sociale qui doit être immédiatement précédée ou suivie en caractères lisibles de l’expression «Société Coopérative Simplifiée » et sigle « SCOOPS ».

Réponse : La société coopérative avec conseil d’administration est désignée par une dénomination sociale qui doit être immédiatement précédée ou suivie en caractères lisibles, de l’expression « Société Coopérative avec Conseil d’Administration » et du sigle « COOP-CA » **(Articles 205 et 268, Acte Uniforme OHADA).**

Comment s’effectue l’adhésion à la société coopérative ?

Réponse : La demande d’adhésion à la société coopérative est adressée au comité de gestion pour la société coopérative simplifiée ou au conseil d’administration pour la société coopérative avec conseil d’administration chacune de ces instances selon le cas peut fixer l’adhésion du membre à la date de la demande ou une date ultérieure ne dépassant pas trois mois suivant la date de réception de la demande. L’adhésion est entérinée par l’assemblée générale. La qualité de coopérateur/coopératrice est constatée par un acte émanant de l’organe d’administration de la société coopérative et composant l’identité du coopérateur/coopératrice, son adresse, sa signature ou son empreinte digitale et une mention de l’acceptation par celle-ci ou celui-ci des dispositions légales, réglementaires et statutaires régissant la coopérative **(Article 10 acte Uniforme OHADA).**

Dans quelles conditions la coopératrice ou le coopérateur peut se retirer ou être exclu de la société coopérative ?

Retrait

Réponse : Le coopérateur/coopératrice ne peut se retirer de sa société coopérative qu’après avoir avisé par écrit cette dernière. Le retrait prend effet à la date indiquée dans l’avis ou à la date de sa réception. Si celle-ci est postérieure l’organe d’administration de la société coopérative constate par écrit le retrait du coopérateur/ Coopératrice. Au cours de l’année suivant la date de prise d’effet du retrait, la société coopérative rembourse, au prix fixé conformément aux statuts ; toutes les parts sociales détenues par le coopérateur/coopératrice qui se retire. La coopérative rembourse également au coopérateur/coopératrice tous les prêts et le solde des prêts qu’elle lui a consentis ainsi que les intérêts courus sur ces sommes jusqu’à la date du paiement. Lorsqu’il estime que le remboursement des parts sociales ou des prêts de la coopératrice ou du coopérateur qui se retire est de nature à nuire à la Santé financière de la coopérative, le comité de gestion ou le Conseil d’administration peut porter le délai de remboursement à deux (02) ans par décision motivée susceptible de recours devant la juridiction compétente. En cas d’engagement envers la société coopérative, la coopératrice ou le coopérateur qui se retire reste tenu jusqu’à l’apurement de sa dette. Dans ce cas, l’organe d’administration de la société coopérative en constatant le retrait de la coopératrice du coopérateur, fixe les modalités et le délai de remboursement de sa dette à l’égard de la coopérative. Le coopérateur reste également et solidement tenu à l’égard de la société coopérative des dettes contractées par celle-ci avant son retrait **(Article 11 Acte Uniforme OHADA).**

Exclusion

Réponse : La coopérative peut après un avis écrit adressé au coopérateur/coopératrice, exclure celui-ci/celle-ci lorsque :

1. *Le coopérateur/coopératrice est une personne morale à l’égard de laquelle une procédure de liquidation des biens a été ouverte ;*
2. *Le coopérateur/coopératrice ne fait pas volontairement de transactions avec la société coopérative pendant deux années consécutives ;*
3. *Le coopérateur/coopératrice, aussi bien par son comportement que par ses actes, au sein ou en dehors de la société coopérative méconnait les obligations qu’il a contractées, les obligations de loyauté et de fidélité de la sorte envers la société coopérative et préjudicie aux intérêts de celle-ci.*

L’exclusion est prononcée par l’assemblée générale par une résolution spéciale dûment motivée. L’exclusion peut-être également prononcée suivant le cas par, le comité de gestion ou le conseil d’administration. Dans ce cas, l’exclusion ne devient définitive que lorsqu’elle a été confirmée par l’assemblée générale ordinaire par une résolution spéciale dûment motivée. Dans les dix(10) jours suivant la date de la résolution spéciale de l’assemblée générale décidant ou confirmant l’exclusion, la société coopérative notifie à la coopératrice ou au coopérateur un avis décrit de son exclusion qui en précise les motifs. Cette exclusion prend effet à la date précisée dans l’avis écrit, mais au plus tard trente (30) jours après sa réception. La personne exclue ne peut redevenir coopérateur/coopératrice de la société coopérative que par résolution spéciale de l’assemblée générale des coopératives/coopérateurs **(Articles 13 et 14 Acte uniforme OHADA).**

Est-il possible pour le coopérateur d’introduire un recours pour l’annulation de cette décision ? Quel est le sort réservé à ses droits sociaux ?

Réponse : Le coopérateur/coopératrice exclu par résolution du conseil d’administration ou du comité de gestion peut saisir l’assemblée générale des coopérateurs pour un recours en annulation de cette décision. L’effet de la décision spéciale du conseil d’administration ou du comité de gestion est suspendu jusqu’à la résolution spéciale prise par l’assemblée générale. L’assemblée générale statue par résolution spéciale sur ce recours dans les conditions prévues par les statuts, en annulant ou en confirmant l’exclusion. L’exclusion prononcée par l’assemblée générale est dans tous les cas sans préjudice des voies de recours de droit commun dont dispose le coopérateur contre la décision d’exclusion. La société coopérative rembourse au membre exclu toutes les sommes dues à ce dernier dans les mêmes conditions que le coopérateur qui se retire. Toutefois, l’exclusion d’un coopérateur ne le libère pas de ses dettes ou de ses obligations envers la société coopérative ou d’un contrat en cours avec celle-ci. En outre, la société coopérative n’est pas obligée de verser au coopérateur avant l’échéance le solde de tout prêt à terme fixe qui lui a été consenti et qui n’est pas échu. Lorsque l’adresse du coopérateur exclu est inconnue de la société coopérative malgré tous les efforts raisonnables déployés pour le retrouver et que deux ans se sont écoulés depuis l’exclusion, la société coopérative transfert à un fonds de réserve toutes les sommes qui lui sont dues. Ces sommes ne portent plus d’intérêts au-delà d’un délai de deux(02) ans à compter de leur inscription au fonds de réserve. Les sommes ainsi transférées sont payées à toute personne qui apporte la preuve, dans un délai de cinq(05) ans à compter du transfert qu’elle y a droit. Elles sont acquises à titre précaire à l’Etat à l’expiration du délai de (05) ans **(Articles 15 et 16 Acte Uniforme OHADA).**

**Quelle différence-y-a-t-il entre une société coopérative simplifiée (SCOOPS) et une société coopérative avec conseil d’administration (COOP-CA) ?**

**Réponse :** Une société coopérative simplifiée est constituée entre cinq personnes physiques ou morales au minimum Elle est dirigée par un comité de gestion composé de trois membres au plus. À plus de 100 membres, le nombre de membre du comité de gestion peut être porté à cinq. La commission de surveillance *:* est l’organe de contrôle qui est composée de trois (03) à cinq (05) personnes physiques élus par l’assemblée générale. La désignation d’un Commissaire aux comptes est facultative. (Articles 204 et 223 Acte Uniforme OHADA).

**Réponse :** Une société coopérative avec conseil d’administration est constituée entre quinze personnes physiques ou morales au moins. Elle est administrée et dirigée par un Conseil d’administration composé de trois(03) coopératrices et coopérateurs au moins et de douze (12) au plus.(articles 267, 291 et 292, Acte Uniforme OHADA).

**Nomination d’un directeur ou directeur général :** Pour assurer la gestion des affaires courantes le conseil d’administration peut après consultation du conseil de surveillance recruter et nommer en dehors de ses membres un directeur ou un directeur général qui doit être une personne physique. A travers un contrat de travail le conseil d’administration détermine la durée des fonctions, l’étendue des pouvoirs de gestion délégués au Directeur ou Directeur générale (articles 329, 330 et 331, Acte Uniforme OHADA).

Pouvoir du comité de gestion d’une SCOOPS : Dans une société coopérative simplifiée pour mieux assurer les rapports entre coopératrices et coopérateurs et en l’absence de détermination de ses pouvoirs par les statuts, le comité de gestion peut assurer tous les actes de gestion. Il engage la scoops dans les rapports avec les personnes autres que les coopératrices et coopérateurs, par les actes entrant dans l’objet social **(article 228, Acte Uniforme OHADA).**

Pouvoir du conseil d’administration d’une COOP-CA : Dans une société coopérative avec conseil, le conseil d’administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société coopérative. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l’objet social de la Société Coopérative et sous réserve des attributions de la plus haute instance de décision qui est l’assemblée générale : le conseil d’administration est chargé notamment de :

* *Préciser les objectifs de la société coopérative et l’orientation qui doit être donnée à son administration ;*
* *Arrêter les comptes de chaque coopérateur ;*
* *Veiller à l’application des principes coopératifs universels dans la gestion de la société coopérative et dans la répartition des résultats de l’entreprise ;*
* *Arrêter le programme de formation et d’éducation des coopératrices et coopérateurs ;*
* *Etablir le rapport financier et moral de la société coopérative.*

Le conseil d’administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés (articles 308 et 310 Acte Uniforme OHADA).

Peut-on Transformer une Scoops en COOP-CA ? Ou une COOP-CA en SCOOPS ?

Réponse : La transformation d’une société coopérative simplifiée en société coopérative avec conseil d’administration ou transformation d’une coopérative avec conseil d’administration en société coopérative simplifiée n’entraine pas la création d’une personne morale nouvelle. Elle ne constitue qu’une modification des statuts et est soumise aux mêmes conditions de forme et de délai que celle-ci.

La transformation prend effet à compter du jour où la décision la constatant est prise. Cependant elle ne devient opposable aux personnes autres que les coopérateurs/coopératrices qu’après inscription modificative dans le registre des sociétés coopératives et publication de cette transformation et de cette inscription aux lieux officiels d’affichage de la circonscription administrative du siège social.

La transformation ne peut avoir effet rétroactif. La décision de transformation met fin aux pouvoirs des organes d’administration ou de gestion de la société coopérative transformé. Un rapport de gestion est établi par les anciens et les nouveaux organes de gestion, chacun de ces organes pour la période de gestion. Les droits et obligations contractés par la société coopérative sous son ancienne forme subsistent sous la nouvelle forme. Il en est de même pour les sociétés, sauf clause contraire inséré dans l’acte constitutif de ces sûretés **(Article 167-173 Acte Uniforme OHADA).**

Qu’est-ce qu’un administrateur ? Un Commissaire aux comptes d’une coopérative ?

Réponse : Un administrateur est un coopérateur qui a été élu par ses paires pour être membre du conseil d’administration.

Réponse : Un commissaire aux comptes : est une personne physique ou morale agréée à la profession d’expert-comptable qui assure l’audit (contrôle de gestion) d’une société coopérative.

Dans quelles conditions désigne-ton un commissaire aux comptes ?

Réponse : Le commissaire aux comptes est désigné par l’Assemblée générale il ne doit pas être membre de la société coopérative. La nécessité d’avoir un commissaire aux comptes s’impose lorsque le nombre total de coopératrices et coopérateurs est supérieur à (1000) mille ou le total bilan est supérieur à cinq millions **(Article 121, Acte Uniforme OHADA).**

Quels sont les attributions du commissaire aux comptes d’une société coopérative ?

Réponse : Le commissaire aux comptes d’une société coopérative a pour attribution de :

*- Vérifier les livres, les comptes, les effets, les valeurs, les documents et la caisse ;*

*- Contrôler la régularité et la sincérité des inventaires, des bilans et l’exactitude des comptes ;*

*- Procéder à des enquêtes, a accès aux livres, portefeuilles et valeurs de la coopérative,*

*- Rendre compte à l’assemblée générale de ses activités.*

Son rapport de contrôle doit comporter le nombre d’adhérents, les causes de variation de ce nombre et l’incidence de ces variations sur le capital social de la société coopérative **(Article 121, Acte Uniforme OHADA).**

**Quelles sont les restrictions qui s’appliquent sur les membres d’un organe de contrôle interne ou d’un organe de gestion de la coopérative?**

Réponse : Ne peuvent être membres de la commission ou du conseil de surveillance : Les personnes recevant sous une forme quelconque un salaire ou une rémunération de la société coopérative ou des organisations faitières auxquelles elle est affiliée.

Sont considérées comme personnes liées à un membre des organes d’administration et de gestion :

* *le conjoint, les parents au premier degré (père et mère ou les parents au 1er degré du conjoint);*
* *la personne physique à laquelle il est associé ou la société de personne dans laquelle il est associé ;*
* *la personne morale qui est contrôlée, individuellement ou collectivement par lui, par son conjoint ou par leurs parents au premier degré ;*
* *la personne morale dont il détient au moins dix pourcent (10%) des droits de vote attachés aux activités qu’elle a émises ou au moins dix pourcent (10%) de ces actions* (articles 258,259,335 et 336, Acte Uniforme OHADA).

NB : ***Cette restriction réciproquement s’applique aussi aux membres du conseil d’administration et du comité de gestion.***

Est-il possible d’être administrateur dans plusieurs coopératives avec conseil d’administration ?

Réponse : Une personne physique administrateur en son nom propre ou représentant permanent d’une personne morale administrateur ne peut appartenir simultanément (au même moment) à plus d’un conseil d’administration ayant son siège sur le territoire d’un même état.

Toute personne physique qui lorsqu’elle accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l’alinéa qui précède doit dans les trois mois de sa nomination se démettre de l’un de ses mandats.

A l’expiration de ce délai elle est réputée s’être démise de son nouveau mandat sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part **(article 300 Acte Uniforme OHADA).**

Est-il possible d’être président du conseil d’administration d’une COOP-CA et Président du Comité de Gestion d’une SCOOPS durant une même période ?

Réponse :Nul ne peut exercer simultanément plus d’un mandat de président du conseil d’administration d’une société coopérative avec conseil d’administration et président du comité de gestion d’une société coopérative simplifiée ayant leur siège social sur le territoire d’un même Etat **(article 326, Acte Uniforme OHADA).**

Est-il possible pour un coopérateur qui a libéré plusieurs parts sociales de bénéficier aussi de plusieurs voix au vote ?

Réponse : Tout coopérateur a le droit de participer aux décisions de l’assemblée générale, la participation aux réunions de l’assemblée générale est personnelle. Toutefois, les coopératrices ou coopérateurs empêchés peuvent voter par procuration. Dans ce cas, les statuts de la société coopérative déterminent les modalités du vote par procuration dont notamment, le nombre de coopérateur et coopératrice ou de voix qu’un mandataire peut représenter.

A défaut des dispositions contraires des statuts, les copropriétaires d’une part sociale sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par la juridiction compétente dans le ressort de laquelle est situé le siège social, à la demande de l’indivisaire le plus diligent **(article 99,100 et 101, Acte Uniforme OHADA).**

Comment se font les délibérations de l’assemblée générale ?

Réponse :Toute délibération des coopératrices et coopérateurs est constatée par un procès-verbal (PV) qui indique la date et le lieu de la réunion, les noms et prénoms des coopératrices et coopérateurs présents ou représentés, l’ordre du jour, les documents et rapports soumis à discussion, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les PV doivent-être signé par les membres du bureau de séance et archivé au siège social avec la feuille de présence et ses annexes. Les copies ou extraits des PV des délibérations des coopératrices et des coopérateurs sont valablement certifiés conformes par le président du comité de gestion ou du conseil d’administration **(articles 104, 105, 235, 236, 360 et 361, Acte Uniforme OHADA).**

Comment se déroulent les réunions de l’assemblée générale d’une société coopérative qui a plus de 500 coopératrices et coopérateurs ?

Réponse : Lorsque le nombre de coopératrices et coopérateurs est supérieur à 500, les statuts de la société coopérative peuvent prévoir que l’assemblée générale peut-être précédée par des assemblées de section délibérant séparément sur le même ordre du jour. Les assemblées de section élisent des délégués qui sont eux même convoqués en assemblée générale. Les statuts déterminent la répartition en section, le nombre des délégués par section et les modalités d’application **(article 106, Acte Uniforme OHADA).**

Quels sont les pouvoirs de l’Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire d’une SCOOPS et d’une COOP-CA ?

1er cas : La société coopérative simplifiée (Scoops)

Réponse :

Assemblée générale ordinaire

Les décisions collectives ordinaires sont prises par l’assemblée générale ordinaire. Elles ont pour but :

* de statuer sur les Etats financiers de synthèse de l’exercice écoulé ;
* d’autoriser la gérance à effectuer les opérations subordonnées dans les statuts à l’accord préalable des coopératrices et des coopérateurs ;
* de procéder à la nomination et au remplacement des membres du comité de gestion ;
* d’approuver les conventions intervenues entre la société coopérative simplifiée et les membres du comité de gestion ou l’une des coopératrices/coopérateur ;
* plus généralement, de statuer sur toutes les questions qui n’entrainent pas modification des statuts.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des coopératrices et coopérateurs présents ou représentés de la société coopérative simplifiée (article 242, Acte Uniforme OHADA).

Assemblée générale extraordinaire

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet de statuer sur la modification des statuts (article 252, Acte Uniforme OHADA).

**2e cas** : **Société Coopérative avec Conseil d’Administration « COOP-CA »**

Assemblée générale Ordinaire

L’assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont expressément réservées pour les assemblées générales extraordinaires. Elle est notamment compétente pour :

* *Statuer sur les états financiers de synthèse de l’exercice ;*
* *Décider de l’affectation du résultat ;*
* *Nommer les membres du Conseil d’administration ainsi qu’éventuellement le commissaire aux comptes ;*
* *Autoriser lorsque les statuts le prévoient, l’émission de parts de soutien ;*
* *Nommer les membres du conseil de surveillance* **(article 363, Acte Uniforme OHADA).**

Assemblée Générale Extraordinaire

L’assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Toute clause contraire est réputée non écrite. L’Assemblée générale extraordinaire est également compétente pour :

* *Autoriser les fusions, scissions, transformations et apports partiels d’actif ;*
* *Transférer le siège social en toute autre ville de l’Etat partie où il est situé ou sur le territoire d’un autre Etat partie ;*
* *Dissoudre par anticipation la société coopérative avec conseil d’administration ou en proroger la durée* (article 366Acte Uniforme OHADA).

**A quel moment se tient l’assemblée générale d’une SCOOPS / COOP-CA ?**

**Réponse :** L’Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an dans les six (06) mois de clôture de l’exercice, sous réserve de prorogation de ce délai par décision de justice. Pour une société coopérative simplifiée le comité de gestion peut demander une prolongation de ce délai à l’autorité compétente où, à défaut, au tribunal compétent, qui doit donner suite dans les quinze jours suivant la réception de la requête (article 243 et 364, Acte de l’Uniforme OHADA).

Comment se règle les litiges entre les membres ou entre un ou plusieurs membres et la société coopérative?

Réponse : Tout litige entre coopérateurs ou entre un ou plusieurs coopérateurs et la société coopérative relève de la juridiction compétente. Ce litige peut également être soumis à la médiation, à la conciliation ou à l’arbitrage de la coopérative si un tel organe existe **(article 117 et 118, Acte Uniforme OHADA).**

Quel est le lien qui existe entre une coopérative ou un membre et ses apports dans la société coopérative ?

Réponse : Chaque coopérateur/coopératrice doit faire un apport à la société coopérative. Chaque coopérateur/coopératrice est débiteur envers la société de tout ce qu’il s’est obligé à lui apporter en numéraire en nature ou en industrie. En contrepartie de leurs apports et selon la forme de la société coopérative, les coopératrices et coopérateurs reçoivent des parts sociales émises par la société coopérative **(article 30 et 31 Actes Uniforme OHADA).**

Quels sont les différents types d’apports qu’un associé peut émettre à la société coopérative ?

**Réponse : Chaque associé peut apporter à la société coopérative :**

1. *de l’argent, par apport en numérique ;*
2. *des droits passant sur des biens en nature, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, par apport en nature ;*
3. *de l’industrie, par apport de main d’œuvre ou de savoir-faire.*

Les apports en numéraire sont réalisés par le transfert à la société coopérative de la propriété des sommes d’argent que le coopérateur/coopératrice s’est engagé à lui apporter. Lors de l’adhésion de la coopératrice ou du coopérateur les dits sommes sont libérés intégralement. En cas de retard dans le versement, les sommes dues à la société coopérative portent de plein droit intérêt au taux légal à compter du jour où le versement devrait être effectué, sans préjudice de dommage et intérêts, s’il y a lieu.

Les apports en nature sont réalisés par le transfert des droits réels ou personnel correspondant aux biens apportés et par la mise à la disposition effective de la société des biens sur lesquels portent ces droits. Les apports en nature doivent être libérés intégralement lors de la constitution de la société coopérative ou en cours de vie sociale, par tout coopérateur/coopératrice qui s’y engage lorsque l’apport est une propriété, l’apporteur est garant envers la société coopérative comme un vendeur envers son acheteur. Lorsque l’apport est en jouissance, l’apporteur est garant envers la société coopérative comme un bailleur envers son preneur. Toutefois lorsque l’apport porte sur des choses de genres ou sur tout autre bien normalement appelé à être renouvelé pendant la durée de la société, le contrat de transfert à celle-ci la propriété des biens apportés à la charge d’en rendre une pareille quantité, qualité et valeur. Les coopérateurs/coopératrices évaluent les apports en nature et en garantissent la valeur.

Les apports en industrie : le régime des apports en industrie est déterminé par les statuts. A défaut de détermination par les statuts, la part de la coopératrice ou du coopérateur qui a apporté son industrie est égale à celle de la coopératrice ou du coopérateur qui a le moins apporté. La coopératrice ou le coopérateur qui s’est obligé à apporter son expertise à la société coopérative lui doit compter de tous les gains qu’il a réalisés par l’activité faisant l’objet de son apport (articles 33-43, Acte Uniforme OHADA).

**Qu’est-ce qu’une part sociale et un capital social ? à quoi servent-ils dans la société coopérative ?**

**Réponse :**

La part sociale : société coopérative émet et remet aux coopératrices et coopérateurs des titres sociaux dénommés parts sociales en représentation de leurs apports. Toutes parts sociales émises par la société coopérative sont nominatives. Leur valeurs nominale est la même pour toutes les parts sociales. Elles sont fixées dans les statuts. Les parts sociales ne peuvent-être émises pour un montant à leur valeur nominale. Les parts sociales servent à la mobilisation du capital social de la société coopérative. Elles sont cessibles à un ou plusieurs ayants droits et ne peuvent faire l’objet de nantissement (articles 44 et 45, Acte Uniforme OHADA).

Le capital social : il se subdivise en parts sociales en d’autres termes c’est la somme des parts sociales libérées par les coopératrices et coopérateurs pour permettre à la société coopérative de réaliser son objet social. En contrepartie des apports la société coopérative rémunère l’apporteur par des parts sociales pour une valeur égale à celle des apports (article 55, Acte Uniforme OHA­DA).

**Qu’est-ce qui peut entraîner l’augmentation ou la réduction du capital social d’une société coopérative ?**

**Réponse :**

Le capital social d’une société coopérative peut augmenter **l**orsqu’il y a de nouvelles adhésion ou par la souscription d’un nombre proportionnel de parts en plus de celles déjà détenue par chaque associée coopératrice ou coopérateur ou par l’augmentation de la valeur nominale de la part sociale ou par l’incorporation des réserves libres d’affectation **(article 58 acte Uniforme OHADA).**

Le capital social d’une société coopérative peut être réduit par la réduction du montant nominale des parts sociales détenues par chaque coopérateur ou par le remboursement total ou partiel des apports effectués (article 58 acte uniforme OHADA).

Quels sont les droits et les obligations du coopérateur qui libère ses parts sociales ?

Réponse :

1. Droits

Les parts sociales confèrent à leur titulaire :

* Un droit sur les excédents réalises par la société coopérative lorsque leur répartition a été décidée conformément aux dispositions statutaires ;
* Un droit à tous les avantages et prestations de la société coopérative ;
* Le droit de participer aux décisions collectives des associés et de voter ;
* Le droit en tout état de cause d’exercer ou de bénéficier des droits attachés à la qualité d’associé **(article 46 acte Uniforme OHADA).**

1. Obligations

Tout(e) coopérateur/coopératrice d’une société coopérative a l’obligation de :

* Participer aux pertes sociales de la société coopérative ;
* Faire des transactions avec la société coopérative conformément à l’objet sociale de celle-ci **(Article 47 acte uniforme OHADA).**

Les coopératrices et les coopérateurs qui ont plus de parts ont-ils plus de droits et obligations que celles et ceux qui ont moins de parts sociales ?

Réponse : Les droits et obligations de toutes coopératrices/ coopérateurs sont égaux quel que soit le montant de leurs apports. Mais dans les statuts les coopératrices et coopérateurs peuvent décider autrement de la répartition des résultats **(Article 48, Acte Uniforme OHADA).**

Quels sont les droits des coopérateurs/coopératrice et lors des assemblées générales ?

Réponse :

1er cas : la société coopérative simplifiée.

Les coopérateurs ont un droit d’information permanent sur les affaires de la société coopérative. Préalablement à la tenue des réunions de l’assemblée générale, ils ont en outre, un droit de communication :

Droit de communication : Il Porte sur tous les documents susceptibles d’éclairer les coopérateurs sur la gestion administrative et financière de la société coopérative simplifiée. Toute clause contraire est réputée non écrite.

Droit à la répartition du résultat disponible : Le solde des excédents disponibles après dotation de la réserve générale, d’une part de la réserve destinée à la formation, à l’éducation ainsi qu’à la sensibilisation aux principes et techniques de la coopération, d’autre part, éventuellement diminuée des sommes ristournées et augmentées des reports bénéficiaires, constitue les excédents distribuables. L’assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l’exercice à la faculté d’affecter les excédents distribuables dans l’ordre et proposition déterminés par les statuts et notamment :

* *à un report à nouveau ;*
* *à la dotation de tous fonds de réserves légales et de réserves facultatives ;*
* *à la rémunération du capital libéré et des fonds propres et assimilés, le paiement pouvant intervenir en numéraire ou par attribution de parts sociales.*

NB: les statuts peuvent également interdire toute répartition des excédents pendant un délai qu’ils fixent **(Article 237-241 Acte Uniforme OHADA).**

2e cas : la société coopérative avec conseil d’administration

En ce qui concerne l’assemblée générale ordinaire annuelle toute coopératrice/coopérateur a le droit de prendre connaissance au siège social :

- de l’inventaire des états financiers de synthèse et de la liste des administrateurs ;

- des rapports du Commissaire aux comptes et du conseil d’administration qui sont soumis à l’assemblée générale ;

- de cas échéant du texte de l’exposé des motifs des résolutions proposées, ainsi que des renseignements concernant les candidats au Conseil d’administration,

- de la liste des coopérateurs/coopératrices ;

- du montant global de rémunérations versées aux dix(10) dirigeants sociaux et salariés les mieux rémunérés selon que l’effectif de la société coopérative avec conseil d’administration excède ou non deux(200) salariés. Sauf en ce qui concerne l’inventaire, le droit pour le coopérateur/coopératrice de prendre connaissance comporte celui de prendre copie à ses frais. Le droit de prendre connaissance s’exerce durant les trente (30) jours qui précèdent la tenue de l’assemblée générale.

En ce qui concerne les assemblées autres que l’assemblée générale ordinaire annuelle, le droit de prendre connaissance porte sur le texte des résolutions proposées, le rapport du conseil du conseil d’administration et le cas échéant, le rapport du conseil de surveillance, du commissaire aux comptes ou de l’organisation faitière.

Tout coopérateur peut en outre, à toute époque prendre connaissance et copie à ses frais :

*- des documents sociaux concernant les trois(03) derniers exercices,*

*- des procès-verbaux (PV) et des feuilles de présence des assemblées tenues au cours de ces trois (03) derniers exercices ;*

*- de tout autre document si les statuts le prévoient*.

Si la société coopérative refuse de communiquer tout ou partie des documents cités ci-dessus, il est statué sur ce refus à la demande de l’associé par le président de la juridiction compétente statuant à bref délai. Le président de la juridiction peut ordonner à la société coopérative avec conseil d’administration sans astreinte de communiquer. Les documents à l’associé coopérateur/coopératrice **(Article 351-353 Acte Uniforme OHADA).**

D’où proviennent les ressources de la société coopérative ?

Réponse : Les ressources de la société coopérative proviennent des fonds propres et des fonds d’emprunt :

**Fonds propres : Le** Capital social : il est variable c’est-à-dire susceptible d’augmenter ou de diminuer **;**

Autres fonds propre : la société coopérative peut recevoir des subventionnons et legs destinés au développement de leurs activités ;

**Fonds d’emprunt :** La société coopérative peut recourir dans le respect des dispositions propres aux différentes formes des sociétés coopératives et celles des statuts à tout emprunt légalement admis sur le territoire de l’Etat du siège social (Article 52-60 Acte Uniforme OHADA).

**A quoi servent les Etats financiers de synthèses annuels ?**

**Réponse :** Les Etats financiers de synthèses annuels permettent d’établir le bilan financier de la coopérative à la fin de chaque année. En conformité avec l’Acte Uniforme OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, le comité de gestion ou le conseil d’administration selon le cas, établit et arrête à la clôture de chaque exercice les états financiers de synthèse. Ces états sont signés par une personne dûment accréditée pour engager la responsabilité de la société coopérative et certifiés par un commissaire aux comptes si la société coopérative en est dotée (article 107Acte Uniforme OHADA).

Comment présente-t-on les états financiers de synthèse annuels ?

**Réponse :**Le comité de gestion ou le conseil d’administration, selon le cas, établit un rapport de gestion dans lequel il expose la situation de la société coopérative durant l’exercice écoulé, son évolution prévisible et, en particulier, les perspectives de continuation de l’activité, l’évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement. Le Comité de gestion ou le conseil d’administration expose également dans ce rapport l’état de promotion des coopérateurs/coopératrices.

Figurent dans les états de synthèse :

*- Un état des cautionnements, avals et autres garanties personnelles données par la société coopérative ;*

*- Un état des sûretés réelles consentis par la société coopérative.*

Les Etats financiers de synthèse annuels et le rapport de gestion sont présentés à l’assemblée générale ordinaire de la société coopérative statuant sur ces documents qui doit obligatoirement se tenir dans les six(06) mois de clôture de l’exercice. Ces états de synthèse sont, le cas échéant, également adressés à l’organisation faitière immédiate à laquelle est affiliée la société coopérative quarante-cinq (45) jours au moins avant la date de l’assemblée générale ordinaire. Toute modification dans la présentation des états financiers de synthèse ou dans les méthodes d’évaluation d’amortissement ou de provisions conformes à l’Acte Uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises doit-être signalée dans le rapport de gestion (article 108-111 Acte Uniforme OHADA).

Comment affecte-t-on les résultats annuels des Etats financiers de synthèses des activités.

Réponse : L’assemblée générale décide de l’affectation du résultat dans le respect des dispositions légales et statutaires. Elle constitue les dotations nécessaires aux réserves légales et aux réserves statutaires :

Les réserves statutaires sont :

- la réserve générale : elle est supérieure ou égale à 20% des excédents nets d’exploitation (bénéfices) ;

- la réserve destinée à la formation, à l’éducation et à la sensibilisation aux principes coopératifs : Elle est supérieure ou égale à 20% des excédents nets d’exploitations (bénéfices) ;

- la réserve facultative : Elle est alimentée par affectation d’un pourcentage inférieur ou égale à 20% des excédents nets d’exploitation (bénéfices).

Les réserves générales et de formation, éducation, information deviennent inférieure à 20% lorsqu’elles atteignent le montant du capital fixé par les statuts. Les coopérateurs démissionnaires ou exclus ne peuvent prétendre à aucun droit sur les sommes affectés à ces 03 types de réserves.(article 113-116 Acte Uniforme OHADA)

Autres affectation de résultats :

Les ristournes : les statuts peuvent prévoir le versement de ristournes aux coopérateurs proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société coopérative ou au travail effectué en faveur de cette dernière (article 112 Acte Uniforme OHADA).

Est-il possible que les coopérateurs et coopératrices demandent une expertise de gestion de la société coopérative ?

Réponse :Les coopérateurs peuvent à condition qu’ils atteignent au moins 25% des membres de la société coopératives en se groupant sous la forme qu’il jugent appropriée, demander au président de la juridiction compétente du siège social, la désignation d’un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. S’il est fait| droit à la demande, le juge détermine l’étendue de la mission et les pouvoirs des experts. Les honoraires des experts sont supportés par la société coopérative. Le rapport est adressé au demandeur et aux organes de ; gestion ou d’administration de la société coopérative **(article 120, Acte Uniforme OHADA).**

Qu’est-ce qui peut causer la dissolution d’une société coopérative ?

La société coopérative prend fin :

Réponse :

*- Par l’expiration de la durée pour laquelle elle a été constituée ;*

*- Par la réalisation ou l’extinction de son objet ;*

*- Par l’annulation du contrat de société ;*

*- Par décision des coopérateurs/coopératrices aux conditions prévues pour la modification des statuts ;*

*- Par la dissolution anticipée prononcée par la juridiction compétente, à la demande d’un ou de plusieurs coopérateurs/coopératrices pour juste motifs, notamment en cas de mésentente entre associés empêchant le fonctionnement normal de la société coopérative,*

*- Par l’effet d’un jugement ordonnant la liquidation des biens de la coopérative ;*

*- Pour toute autre cause prévue par les statuts.*

La juridiction compétente peut en outre sur saisine de l’autorité administrative chargée des coopératives ou de toute personne intéressée, dissoudre toute société coopérative si, selon le cas :

* La société coopérative n’a pas commencée ses opérations dans les deux(02) ans à compter de son immatriculation ;
* Elle n’a pas exercé ses activités statutaires pendant deux(02) années consécutives ;
* Elle n’a pas observé pendant au moins deux(02) années consécutives les dispositions de l’Acte Uniforme en matière de tenue des assemblées annuelles ;
* Elle a omis pendant un délai d’un an, d’envoyer aux autorités ou institutions compétentes les avis ou documents exigés par l’acte uniforme ;
* Elle est sans organe de gestion, d’administration ou de contrôle depuis au moins trois(03) mois ;
* Lorsque la société coopérative n’est pas organisée ou ne fait de transaction selon les principes coopératifs.

La dissolution visée ci-dessus ne peut intervenir sans que l’autorité administrative chargée des coopératives ou la juridiction compétente n’est pris les mesures suivantes :

Avoir donné à la société coopérative à dissoudre ainsi qu’à ses organes de gestion ou d’administration un préavis de cent vingt (120) jours, leur notifiant son intention, et la réversibilité de la mesure de dissolution en cas de la régularisation du manquement constaté ;

1. Avoir publié un avis de son intention dans une publication accessible au grand public (Article 177-179 Acte Uniforme OHADA).

Comment se passe la liquidation d’une société coopérative?

Réponse : Les coopératrices et les coopérateurs peuvent organiser à l’amiable la liquidation de la société coopérative lorsque les dispositions des statuts le permettent.

Les statuts doivent dans ce cas :

* Définir les conditions de mise en œuvre de la liquidation dont notamment la désignation du ou des liquidateurs leurs rémunération, l’étendue de leur mission, les modalités du contrôle par les coopérateurs/coopératrice de leur mission ;
* Contenir également les dispositions relatives au boni de liquidation, lequel est dévolu à d’autres sociétés coopératives ou à des institutions ou organisme (œuvrant pour la promotion du mouvement coopératif ;
* Prévoir également les modalités de règlement des différences susceptibles de naître entre les parties concernées dans le cadre de la liquidation amiable.

Toute clause portant renonciation par les coopérateurs/coopératrices à la saisine de la juridiction compétente lorsque les difficultés ne peuvent être régies suivant les dispositions arrêtées par les statuts et réputées non écrites. A défaut de clause statutaire relative à la liquidation amiable de la société coopérative, la liquidation sera effectuée conformément aux dispositions pertinentes et compatibles des articles 203 et 241 de l’acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d’intérêt économique. Le boni de liquidation est dévolu à d’autres sociétés coopératives ou à des institutions ou organisations œuvrant pour la promotion du mouvement coopératif (art 182-197Acte uniforme OHADA).

Les coopératrices et coopérateurs peuvent-ils engager une action en responsabilité civile contre les dirigeants de la société coopérative ?

Réponse :

1er cas : Action individuelle

Sans préjudice de la responsabilité éventuelle de la société coopérative, chaque dirigeant social est responsable individuellement envers les tiers des fautes qu’il commet dans l’exercice de ses fonctions. Si plusieurs dirigeants sociaux ont participé aux mêmes faits leur responsabilité est solidaire à l’égard des tiers ou des coopérateurs/ coopératrices. Toutefois, dans les rapports entre eux, la juridiction compétente détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage. L’action individuelle en réparation du dommage subi par un tiers ou un coopérateur se prescrit par trois(03) ans à compter du fait dommageable ou de la découverte de ce fait en cas de dissimulation. L’action individuelle est l’action en réparation du dommage subi par un tiers ou par un membre lorsque celui-ci subit un dommage distinct du dommage que pourrait subir la société coopérative du fait de la faute commise individuellement ou collectivement par les dirigeants sociaux dans l’exercice de leurs fonctions. Cette action est intentée par celui qui subit le dommage. L’action individuelle se prescrit par trois(03) ans à compter du fait dommageable ou, s’il a été dissimulé de sa révélation. L’action individuelle se prescrit par dix (10) ans pour les crimes.

2e cas : Action Sociale

Chaque dirigeant social est responsable individuellement envers la société coopérative des fautes qu’il commet dans l’exercice de ses fonctions. Si plusieurs dirigeants sociaux d’une société coopérative ont participé aux mêmes faits, la juridiction compétente détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage, dans les conditions fixées pour chaque forme de société coopérative. L’action sociale est l’action en réparation du dommage subi par la société coopérative du fait de la faute commise par un ou des dirigeants sociaux dans l’exercice de leurs fonctions. Cette action est intentée par les autres dirigeants sociaux, dans les conditions prévues pour chaque forme de société coopérative. Un ou plusieurs coopératrices/Coopérateurs peuvent intentés l’action sociale après une mise en demeure des organes compétents non suivie d’effet dans le délai de trente(30) jours. Les demandeurs sont habiletés à poursuivre l’action en réparation du préjudice subi par la société coopérative. En cas de condamnation, les dommages et intérêts sont alloués à la société coopérative. Est réputé non écrite toute clause des statuts subordonnant l’exercice de l’action sociale à l’avis préalable ou à l’autorisation de l’assemblée générale d’un organe de gestion ou d’administration ou qui comporterait par avance renonciation à l’exercice de l’action. Par ailleurs aucune décision de l’assemblée générale des coopérateurs/coopératrices, d’un organe de gestion ou d’administration ne peut avoir pour effet d’éteindre une action en responsabilité contre les dirigeants sociaux pour la faute commise dans l’accomplissement de leurs fonctions. L’action sociale se prescrit par trois(03) ans à compter du fait dommageable ou, s’il a été dissimulé de sa révélation. L’action sociale se prescrit par dix(10) ans pour les crimes. L’exercice de l’action sociale ne s’oppose pas à ce qu’un coopérateur/ coopératrice exerce contre la société coopérative l’action en réparation du préjudice qu’il a personnellement subi **(Article 122-132 acte uniforme OHADA).**

Est-il possible d’engager un contrôle préventif dans la société coopérative ?

Réponse :Le conseil de surveillance ou la commission de surveillance selon le type de société coopérative concernée, demande par écrit ou oralement des explications au comité de gestion ou au conseil d’administration qui est tenu de répondre surtout fait de nature à compromettre la continuité de la société coopérative qu’il a relevé à l’occasion de l’exercice de sa mission. Le comité de gestion ou le conseil d’administration répond par écrit ou oralement à l’occasion d’une réunion spéciale, dans le mois qui suit la réception de la demande d’explication. Dans sa réponse, il donne une analyse de la situation et précise, le cas échéant, les mesures envisagés. En cas d’inobservation des dispositions ci-dessus ou si, en dépit des décisions prises, le conseil de surveillance ou la commission de surveillance constate que la continuité de la société coopérative demeure compromise, il établit un rapport spécial qu’il soumet à l’assemblée générale à l’occasion de la prochaine réunion qu’il convoque spécialement à cet effet. Cette faculté est dévolue dans les mêmes conditions aux organisations faitières auxquelles est affiliée la société coopérative *(Article 119, Acte Uniforme OHADA).*

**Lorsqu’une coopératrice ou un coopérateur démissionne ou est exclu est-ce possible d’entrer en possession de ses droits sur les réserves de la coopérative ?**

**Réponse :** La coopératrice ou coopérateur démissionnaire ou exclu ne peut prétendre à aucun droit sur les sommes affectées à toutes les 03 réserves de la coopérative **(article 116 Acte uniforme OHADA)**

**Quelle différence y’a-t-il entre une société coopérative en formation et une société coopérative constituée ? Quels sont les conditions à remplir pour sa constitution et son immatriculation ?**

**Réponse :** La société coopérative est en formation lorsqu’elle n’est pas encore constituée. Elle est constituée à compter de l’assemblée générale constitutive et de la signature de ses statuts par les coopérateurs ou les dirigeants sociaux élus. Les personnes qui prennent l’initiative de la création d’une société coopérative doivent avoir une domiciliation sur le territoire de l’un des Etats membre de l’**OHADA.** Les fonds provenant de la souscription des parts sociales en numéraire sont disposées par les personnes qui les ont reçus, pour le compte de la société coopérative en formation, dans une banque sur un compte spécial ouvert au nom de cette société coopérative. Le dépôt des fonds doit se faire dans un délai de huit jours à compter de la réception des fonds. Le déposant remet à la banque au moment du dépôt des fonds, une liste mentionnant l’identité des souscripteurs et indiquant pour chacun d’eux, le montant des sommes versées. Le dépositaire remet au déposant un certificat de dépôt des fonds. Le retrait de ces fonds ne peut avoir lieu qu’après l’immatriculation de la société coopérative.

**La société coopérative requiert son immatriculation dans le mois de sa constitution, au registre des sociétés coopératives. Cette demande mentionne :**

1. La dénomination sociale
2. Le cas échéant, le nom commercial, le sigle, ou l’enseigne ;
3. La ou les activités exercées ;
4. La forme de la société coopérative ;
5. Le montant du capital social initial avec l’indication du montant des apports en numéraire et éventuellement l’évaluation des apports en nature ou en industrie ;
6. L’adresse du siège social et le cas échéant, celle du principal établissement et de chacun des autres établissements ;
7. La durée de la société telle que fixée par ses statuts ;
8. Les noms, prénoms, nationalités, date et lieu de naissance et domicile des dirigeants ayant le pouvoir général d’engager la société coopérative.

**A cette demande, sont jointes sous peine de rejet les pièces justificatives suivantes :**

1) deux copies des statuts ;

2) Deux exemplaires de la liste des membres du comité de gestion ou du conseil d’administration de la société coopérative.

3) le cas échéant, s’agissant des activités réglementées, les autorisations préalables requises.

Aucune société coopérative ne peut être immatriculée à plusieurs registres ou à un même registre sous plusieurs numéros. Celle-ci-jouit d’une personnalité juridique à compter de son immatriculation au registre des sociétés coopératives. Toutefois, l’exercice de son activité est soumis aux règles qui régissent cette activité. **(Articles : 75, 76, 77, 78, 85, 86, 87, 88, 213, 214, 274, 275, 276, 277, et 278 Acte uniforme OHADA).**

**Quel est le contenu des statuts et du règlement intérieur d’une société coopérative ?**

**Réponse :**

**Les statuts comportent obligatoirement :**

1) la forme de la société coopérative

2) sa dénomination suivie, le cas échéant, de son sigle ;

3) la nature et le domaine de son activité et qui forment son objet social ;

4) son siège et sa durée ;

5) le lien commun qui réunit les membres ;

6) les noms, prénoms et adresse résidentielle de chaque initiateur ;

7) le nombre précis ou les nombres minimal et maximal de ses administrateurs ou membres du comité de gestion et toutes dispositions portant limitation des pouvoirs des administrateurs ou membres du comité de gestion ;

8) le nombre précis ou les nombres minimal et maximal des membres de la commission de surveillance ou du conseil de surveillance et toutes dispositions relatives à l’exercice efficace des missions de ces organes.

9) la durée du mandat des membres du comité de gestion, du conseil d’administration, du comité de surveillance et du conseil de surveillance

10) toute limite relative au pourcentage maximal de parts sociales que peut détenir un seul membre ;

11) une déclaration précisant que la société coopérative est organisée et exploitée et exerce ses activités selon les principes coopératifs et le rappel de ces principes ;

12) l’identité des apporteurs en numéraires avec pour chacun d’eux le montant des apports, le nombre et la valeur des parts sociales remis en contrepartie de chaque apport ;

13) l’identité des apporteurs en nature, la nature et l’évaluation de l’apport effectué par chacun d’eux le nombre et la valeur des parts sociales remises en contrepartie de chaque apport, le régime des biens ou valeurs apportées lorsque leur valeur excède celle des apports exigés ;

14) le montant du capital social, les limitations minimales et maximales y afférentes, la valeur nominale des diverses catégories de parts, les conditions précises de leur émission ou souscription ;

15) les stipulations relatives à la répartition du résultat et notamment, des excédents et des réserves ;

16) les modalités de fonctionnement de la société coopérative ;

17) la signature des initiateurs ou l’apposition de leur empreinte digitale ;

18) l’étendue des transactions avec les usagers non coopérateurs, tout en ayant en vue la sauvegarde de l’autonomie de la société coopérative ;

**Les statuts peuvent également comporter :**

1. Toutes dispositions concernant :

-le taux de rendement maximal qui peut être appliqué aux prêts et aux épargnes des membres

-le taux de rémunération maximale qui peut être appliqué aux parts de membres qui ne doit pas être supérieur au taux d’escompte de la banque centrale

1. toute limite imposée aux activités commerciales de la société coopérative.

**Pour la coopérative avec conseil d’administration les statuts indiquent aussi :**

* les noms, prénoms, adresse, profession et nationalité des personnes physiques membres du premier conseil d’administration ou représentants permanents des personnes morales membres du conseil d’administration ;
* la dénomination sociale, le montant du capital et la forme sociale des personnes morales membres du conseil d’administration ;
* les différentes catégories de parts émises ;
* les stipulations relatives à la composition, au fonctionnement et aux pouvoirs des organes de la société coopérative.

**Outre les mentions obligatoires des statuts, le règlement intérieur contient les prescriptions suivantes :**

* les conditions de paiement d’indemnités aux membres du conseil d’administration ou du comité de gestion, définies dans le respect des dispositions des articles 225 et 305 ci-dessous ;
* la souscription de parts sociales supplémentaires et leur nombre par coopérateur ;
* les critères et conditions de suspension des coopérateurs ;
* la possibilité d’attribution d’un droit de vote plural dans le cas des unions, des fédérations et des confédérations ;
* toutes autres prescriptions jugées nécessaires pour la réalisation de l’objet de la société coopérative et conformes aux principes coopératifs et aux dispositions impératives de l’Acte uniforme. **(article 18 et 68 acte uniforme OHADA)**

**Comment établit-on les statuts et le règlement intérieur d’une société coopérative ?**

**Réponse :** Les statuts et le règlement intérieur d’une société coopérative sont faits par Acte sous seing privé c’est-à-dire par les initiateurs ou par Acte notarié (c’est-à-dire chez un notaire). **(Article 17 et 67 acte uniforme OHADA)**

**Les fonctions de président du comité de gestion et membres du comité de gestion ou de président du conseil d’administration et administrateurs sont-elles rémunérées ?**

**Réponse :** Les fonctions de président, administrateurs, membres du comité de gestion ne sont pas rémunérées. Toutefois, les frais engagés par ces responsables dans l’exercice de leurs fonctions peuvent leur être remboursé dans les conditions fixées par l’assemblée générale. Ils peuvent également bénéficier d’une provision sur frais à engager lorsque les statuts organisent les modalités de l’allocation de cette provision. Ces frais dépensés dans l’intérêt de la coopérative doivent être justifiés **(article 225 et 305 Acte uniforme OHADA).**

* 1. **Identité coopérative**

L’Alliance Coopérative Internationale est l’administratrice mondiale de la déclaration sur l’identité coopérative qui énonce les valeurs et les principes du mouvement coopératif.

En 1995, ACI a adopté la déclaration sur l’identité coopérative, dans sa version révisée, qui établit la définition d’une coopérative, les valeurs coopératives et les sept principes coopératifs décrits dans le questionnaire sur l’Acte Uniforme OHADA Relatif au Droit des Sociétés Coopératives répondu ci-dessus.

Les valeurs coopératives se fondent sur les valeurs suivantes : l’entraide, la responsabilité, la démocratie, l’égalité, l’équité et la solidarité. A l’instar de leurs fondateurs, les membres des coopératives défendent des valeurs éthiques telles que l’honnêteté, l’ouverture, la responsabilité sociale et le souci s’autrui.

* 1. **Domaine .Coop et marque coopérative**

Votre identité d’entreprise unique commence par un domaine .coop votre marque numérique, une marque connue pour ses avantages économiques pour sa communauté, ses consommateurs et pour ses membres.

Lorsque quelqu’un voit un e-mail .coop ou un site Web .coop, il sait qu’il s’adresse à une coopérative.

DotCooperation permet aux coopératives de participer et de prospérer dans l’économie numérique avec des outils et des ressources d’identité et notamment :

* The .coop domain names les noms de domaine .coop ;
* The cooperative Marque la marque cooperative ;
* The COOP Global Directory le répertoire mondial .coop ;
* The Digital Empowerment Learning Hub le centre d’apprentissage sur l’autonomisation numérique.

Chaque coopérative qui utilise un nom de domaine .coop comme adresse principale de son site Web rehausse son identité coopérative, ses principes et son objectif. Unit le mouvement coopératif en ligne avec une identité partagée. Elle transforme la valeur d’une organisation de contributeur solitaire en un participant actif d’un réseau mondial en ligne de coopératives. Toutes les coopératives vérifient leur identité lors de la sélection d’un nom de domaine .coop.

Depuis 2001 DopCooperation unit la communauté coopérative grâce à une identité et une plateforme en ligne partagée où les organisations coopératives peuvent participer, informer, éduquer et ouvrir la voie à d’autres pour rejoindre et soutenir le mouvement coopératif.

Dotcooperation est la propriété conjointe de l’ACI et de son membre NCBA-CLUSA (National Cooperative Business Association – CLUSA International).

1. **Notre travail**
   1. **Objet**

Servir pour la promotion du modèle d’entreprise coopérative au Cameroun et contribuer au développement de l’économie sociale en Afrique Centrale et dans l’espace OHADA suivant les prescriptions et orientations d’Alliance Coopérative Internationale et du Comité pour la promotion et l'avancement des coopératives (COPAC) aux Nations-Unies.

* 1. **Missions**

*Mettre en œuvre les directives d’Alliance Coopérative Internationale sur toute l’étendue du territoire nationale ;*

*Etre une force de proposition à l’endroit du gouvernement pour la promotion et le développement de l’économie sociale  dans les communes et régions du Cameroun ;*

*Arrimer les entreprises coopératives camerounaises aux standards internationaux ;*

*Assurer la géolocalisation, la digitalisation et le réseautage des entreprises coopératives villageoises et autres unités villageoises d’économie sociale ;*

*Mettre en place un panorama sectoriel des entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale dans les communes, régions et à l’échelle nationale ;*

*Créer et rendre opérationnel la banque Camerounaise des coopératives et mutuelles pour la sécurité alimentaire,  et le fonds Camerounais d’investissement coopératif ;*

*Veuillez à l’application des principes coopératifs universels au sein des entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux ;*

*Défendre au plan national et international les intérêts des entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux ;*

*Créer un fonds pour financer les audits ou contrôles externes des entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux, alimenter par les cotisations annuelles ;*

*Mettre en place une chambre de conciliation et d’arbitrage des litiges, conflits et différends qui opposent les entreprises coopératives et autres unités d’économie, les unions, fédérations, confédérations, réseaux et leurs membres ou clients d’une part, d’autres part, entre les coopératives et autres unités d’économie sociale, les unions, fédérations, confédérations, réseaux et leurs organisations sectorielles. Elle a aussi compétence de régler les litiges, conflits et différends qui opposent les organisations sectorielles ;*

*Déclencher en lieu et place d’une entreprise coopérative et autres unités d’économie sociale, union, fédération, confédération ou réseau, l’alerte ou saisir l’assemblée générale de celle-ci / celui-ci de toute anomalie constatée ;*

*Agir en qualité d’organisme national de contrôle des entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux ;*

*Assister les entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale, leurs unions, fédérations, confédérations et réseaux dans leurs missions de surveillance ;*

*Offrir ses bons offices en cas de différends ;*

*Fournir tout assistance nécessaire pour la constitution, l’administration et la gestion des entreprises coopératives et autres unités d’économie sociale, unions, fédérations, confédérations et réseaux ;*

*Garantir un suivi continu de l’évolution de la législation coopérative dans l’espace OHADA et de la loi cadre régissant l’économie sociale au Cameroun ;*

*Entretenir une campagne permanente et adéquate de vulgarisation de l’acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives, et de la loi cadre régissant l’Economie Sociale au Cameroun ;*

*Assurer la mise en place et le fonctionnement de l’Université Coopérative de l’espace OHADA et ses Grandes écoles pour la formation des futurs leaders et cadres des entreprises coopératives africaines.*

1. **Presse**
   1. **Actualités**
   2. **Communiqués de Presse**
2. **Afrique en miniature et ses ressources**
   1. **Tourisme, sport et Culture**
   2. **Nos richesses**
3. **Evènements**
   1. **Evènements d’Alliance Coopérative Internationale**
   2. **Evènements d’Alliance Afrique**
   3. **Nos évènements et activités Nationales et dans les communes et Régions**